

REGARDS

Etude annuelle 2016

**L'extrême droite française et les chrétiens d'Orient,
entre conspirationnisme et instrumentalisation**

par Daniel Bensoussan-Bursztein

Revue Regards

Centre Communautaire Laïc juif David Susskind

Rue de l'Hôtel des Monnaies 52 - 1060 Bruxelles

regards@cclj.be - www.cclj.be/regards

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Les prémices historiques.....	2
a) Les premiers chrétiens.....	2
b) Rome ou Byzance ?.....	3
c) Le tropisme maronite	5
d) Chrétientés en Orient et nationalisme arabe.....	6
e) Face à l'Etat juif : Liban chrétien ou Liban occidental ?	8
f) Israël contre les chrétiens du Liban : la naissance d'un mythe	13
3. Avec Saddam Hussein, protecteur des chrétiens d'Orient.....	15
4. Contre la Syrie, ennemi du Liban chrétien ?.....	16
5. Avec Assad	18
6. La fonction de la mythologie complotiste	21
7. L'Etat juif contre le protecteur des chrétiens : la réactivation du mythe	24
8. Vers un néo-marcionisme ?	26
9. Conclusion	29

1. Introduction

Un des arguments régulièrement mis en avant par les défenseurs de Bachar Al-Assad, a trait au rôle qui lui est attribué de garant de la survie des chrétiens tant en Syrie qu'au Liban. Après le désastre irakien, pareille présentation ne peut manquer de rencontrer un écho, notamment dans cette partie de l'Europe occidentale en proie à un questionnement de fond quant à la définition de son identité.

Les attentats dont la France et la Belgique ont été le théâtre ces deux dernières années n'ont fait qu'accélérer cette tendance. A cet égard, es prises de positions du candidat des Républicains à l'élection présidentielle de 2017, François Fillon, sont très révélatrices. Plutôt le parti Baas « laïque » que l'islamisme des pétromonarchies wahhabites. Qui, de bonne foi, ne souscrirait pas à cette affirmation que d'aucuns diraient être de « bon sens » ?

La réalité, toutefois, pour peu que l'on veuille bien la saisir dans toute sa complexité, n'a que peu à voir avec les images d'Epinal servies de part et d'autre. Avant de se rattacher au wahhabisme, l'Etat islamique (Daech) est d'abord l'enfant du parti de Saddam Hussein. Non pas le produit de la pensée de Michel Aflak (qui au passage s'est constamment récrié contre le fait que le régime confessionnel au pouvoir à Damas puisse se réclamer de la doctrine baasiste), mais de ce que ses héritiers auto-proclamés en ont fait après la première guerre du Golfe (1991). Dénoncer, à juste titre, le rôle délétère joué par l'Arabie Saoudite, et peut-être plus encore aujourd'hui par le Qatar, ne peut conduire pour autant à poser une équivalence entre la famille royale saoudienne et Daech dont un des objectifs déclaré demeure précisément la chute de ce pouvoir saoudien jugé « traître » à la cause de l'Islam.

Concernant plus spécifiquement l'actualité syrienne, est-il inconvenant de rappeler que c'est Assad lui-même qui fit libérer de ses geôles les activistes djihadistes qui n'allaient pas tarder à prendre les armes et entraîner la rébellion (avec l'appui de leurs soutiens wahhabites) dans un sens toujours plus islamiste ? C'est aussi dans le dessein de jeter un voile sur cette attitude parfois équivoque vis-à-vis de l'islamisme, qui plus est de la part d'un régime qu'on aime à présenter comme laïc, qu'est mise en avant une prétendue conspiration d'Israël. Un ennemi diabolisé avec d'autant plus de vigueur que le régime d'Assad pense ainsi pouvoir récupérer une légitimité, pour le moins écornée, au sein du monde arabe et musulman sunnite.

2. Les prémices historiques

a) Les premiers chrétiens

En 395 apr. J.-C., l'Empire romain se scinde en deux parties: à l'Est, l'empire d'Orient prend pour siège l'ancienne ville de Byzance devenue depuis Constantinople, tandis que Rome devient la capitale de ce qui deviendra l'Occident. Si les deux villes font alors office de références religieuses pour les chrétiens, il existe dès l'origine entre elles une concurrence d'ordre politique et religieuse sur la question de la primauté accordée à l'une ou à l'autre. Au nom du principe d'apostolicité qu'elle partage avec Alexandrie, Antioche et Jérusalem et dont Constantinople est dépourvu, Rome revendique cette place d'« aînée » au sein du monde chrétien. A cela s'ajoute l'histoire chrétienne attachée à son nom « *lieu hautement symbolique du martyr de Saint-Pierre et de Saint-Paul* »¹. La primauté de Rome sur le patriarcat de Constantinople est reconnue par le concile de Chalcédoine (451) qui consacre ainsi un ordre hiérarchique, dont on peut dire qu'il fut la première source de dissension entre ces deux pôles de la chrétienté. Pour autant, Rome reste toujours politiquement relié à Constantinople, l'empereur byzantin, héritier depuis 476 de l'Empire romain d'Occident, ayant théoriquement en charge sa sécurité.

C'est à l'intérieur de l'Orient chrétien que les controverses théologiques sont alors les plus prégnantes. La plus importante d'entre elles remonte au 5^e siècle et porte sur la nature du Christ au sujet de laquelle se pose la question de savoir si celle-ci doit être considérée comme la seule expression du divin ou regardée au contraire comme tout à la fois humaine et divine. Patriarche de Constantinople de 428 à 431, Nestorius affirme la coexistence de deux personnalités au sein du Christ : l'une terrestre et humaine, l'autre d'essence divine. En 431, le concile d'Ephèse, convoqué par Théodose II, condamne Nestorius comme hérétique. Soucieuse de se démarquer de l'autorité de Constantinople, l'Eglise de Perse adopte pourtant ses préceptes connus depuis sous le nom de nestorianisme. La doctrine consacrée par le nouveau concile porte quant à elle le nom de monophysisme. Elaborée par le moine copte Eutychès, elle refuse l'idée d'une nature humaine attachée à la personne de Jésus-Christ, dont elle postule le caractère exclusivement divin. Décrétée hérétique par le concile de Chalcédoine en 451, ses partisans n'en continuent pas moins d'exister, entraînant de la sorte une division entre Eglises chalcédoniennes et non-chalcédoniennes. Les chrétiens qui acceptent le concile de Chalcédoine, au nombre desquels se rangent l'orthodoxie de rite byzantin ainsi que l'Eglise maronite, sont appelés « melkites ».

Au sein de l'Eglise syriaque en revanche, une des plus anciennes de la chrétienté et dont le rite est antérieur à la liturgie byzantine, les partisans de Jacob Baradaï, évêque d'Edesse, refusent la double nature du Christ et fondent l'Eglise monophysite dite « jacobite » en 578. Schéma similaire au sein de l'Eglise d'Egypte, fondée en 42 par Marc, et qui en raison de son attachement au Monophysisme entre en dissidence pour finalement fonder en 536 l'Eglise copte dont le siège est situé à Alexandrie. En Arménie, première nation à être devenue officiellement chrétienne au début du 4^e siècle, l'Eglise rejette également le concile de

¹ In « Les Cahiers de l'Orient », sous la direction d'Antoine Sfeir, numéro spécial « Chrétiens d'Orient. Et s'ils disparaissaient ? », p.11, Bayard Editions, 2009.

Chalcédoine en 506 et fonde l'Eglise apostolique arménienne, prenant ainsi ses distances avec Constantinople.

Propres aux Eglises d'Orient, les clivages nés du concile de Chalcédoine sont d'ordre théologique. La coupure, survenue au 11^e siècle, entre Rome d'un côté, Constantinople de l'autre, comporte en revanche une dimension politique et culturelle qui va durablement diviser la Chrétienté entre Orient et Occident. Autant de clivages qui obligent à interroger l'appellation de « chrétiens d'Orient ». Celle-ci ne tend-elle pas en effet à faire fi d'une diversité autant culturelle que culturelle, quand la réalité historique et ethnologique obligerait plutôt à parler de « Chrétiens en Orient » ? Ici comme ailleurs, le choix des mots dit en filigrane la complexité des rapports entretenus par l'Occident chrétien avec les Eglises orientales.

b) Rome ou Byzance ?

Le lien politique et militaire entre Rome et Constantinople est rompu au 8^e siècle, après que les invasions lombardes, peuple germanique venu de la Baltique, eussent décidé Rome à chercher protection auprès des Francs et de son roi carolingien Pépin le Bref. Lorsque le fils de ce dernier, Charlemagne, est sacré Empereur d'Occident en 800, Rome passe définitivement dans son giron. Politiquement, la rupture est consommée, la querelle théologique dite du « Filioque »² ne faisant qu'entériner un clivage autant religieux que culturel, aboutissement d'une rivalité ancienne entre un empire romain d'Occident de culture latine et un empire d'Orient byzantin de culture grec. Se traduisant par une excommunication réciproque entre la papauté romaine et le patriarcat de Constantinople, le schisme de 1054 en constitue d'une certaine manière le point paroxystique. Les chrétiens fidèles à Rome prennent le nom de « catholique », référence au caractère universel de la foi chrétienne, ceux de Constantinople s'auto-désignant désormais comme « orthodoxe », manière de souligner la fidélité au dogme.

Ayant pour objet premier la reconquête des lieux saints du christianisme des mains de l'Islam, la première croisade est déclenchée en 1095, soit une quarantaine d'années après la rupture théologico-politique survenue entre Orient et Occident chrétien. Les croisades eurent-elles pour fonction, à côté de son objectif affiché, de ramener vers Rome ces « brebis égarées » du christianisme ? « *Les croisades, traditionnellement inspirées et encouragées par la papauté, visaient à imposer à la division des chrétiens d'Orient et d'Occident une solution avant tout*

² La question du « Filioque » renvoie au dogme de la Trinité : le Père, le Fils et le Saint-Esprit, et plus précisément à la question de savoir de qui du Père ou du Fils procède le Saint-Esprit. Le concile de Nicée en 325, plus tard celui de Constantinople en 381, posèrent initialement le principe que celui-ci découle du Père. Le premier changement en la matière intervient au sein de l'Eglise occidentale avec le concile de Tolède en 589 qui reformule le dogme de sorte que l'Esprit Saint procède désormais du Père, mais également du Fils selon la formule latine « ex Patre Filioque procedit », littéralement « procède du Père et du Fils ». La question du « Filioque », soit en définitive celle de la place du « Fils ». Au concile d'Aix-la-Chapelle en 809, Charlemagne propose l'introduction du « Filioque » dans le credo de toutes les Eglises d'Occident, innovation acceptée par les membres du Concile, mais refusée par le pape Léon III à l'image des Eglises d'Orient. S'il faudra attendre le 11^e siècle pour voir le « Filioque » intégré au credo romain, cette question théologique, et la controverse qui s'ensuivit, est généralement perçue comme une des sources du schisme de 1054. Cf. « Le Filioque, pomme de discorde entre l'Orient et l'Occident ? », Revue des études slaves, Année 1996, Volume 68, numéro 68-3, pp.385-398, article mis en ligne à l'adresse suivante : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/slave_0080-2557_1996_num_68_3_6349

militaire et politique », affirme sur ce point le cardinal Jean Willebrands³. Quelles en furent dès lors les conséquences sur la perception de l'Occident par l'orthodoxie et d'une façon plus générale par les chrétiens du monde arabe ? De culture latine, les croisés « *ont alors considéré leur tradition comme étant La tradition, leurs formules comme celles mêmes des Apôtres et des Pères et que leur comportement pratique a été souvent la négation de l'existence et de la légitimité d'une tradition, d'un rite, d'une Eglise orientale. Les mesures concrètes de subordination des Grecs aux latins, telles qu'on les trouve formulées par Innocent III et Innocent IV, ressemblent assez tristement à la situation que crée la colonisation, où les hiérarchies indigènes, plus ou moins demeurées en place, sont supervisées par un personnel de la puissance dominatrice.* »⁴

Vecteur privilégié de cette politique d' « occidentalisation » du christianisme oriental, la latinisation et partant la centralisation romaine s'amplifient par ailleurs d'une manière générale à partir du 16^e siècle au nom de la lutte contre la réforme protestante. Prend naissance alors ce que d'aucuns ont appelé l'uniatisme, politique ayant pour objet de créer « *une hiérarchie catholique, parallèle à la hiérarchie orthodoxe, avec mission de recruter ses fidèles dans les rangs de l'Orthodoxie.* »⁵ Une multitude d'Eglises et cultes parallèles voient ainsi progressivement le jour. Une Eglise arménienne catholique est fondée en 1742, tout juste un an après la naissance de l'Eglise copte catholique. Chez les nestoriens, les fidèles ralliés à Rome forment l'Eglise chaldéenne, forte de plusieurs centaines de milliers de fidèles jadis en Irak, et à laquelle fait face la « Sainte Eglise apostolique de l'Orient » rassemblant les disciples de Nestorius n'ayant pas reconnu Rome. Chez les orthodoxes enfin, on distingue l'Eglise grecque-orthodoxe de l'Eglise dite melkite (ou grecque-catholique) reconnue par Rome en 1724. Le clivage sépare désormais les Eglises ralliées à Rome de celles vivant sur un mode autocéphale. « *N'ayant pu latiniser l'Orient chrétien, Rome a voulu l'absorber graduellement, en créant les Eglises orientales unies* »⁶, résume l'archevêque de Baalbek, Elias Zoghby, au sujet d'une politique autant que d'une pratique qui pose la question de l'identité des chrétiens d'Orient, partageant la même foi que ceux d'Occident et minoritaires en pays musulmans, mais dont la présence séculaire au Proche et au Moyen-Orient est antérieur à l'avènement de l'Islam.

Pour des raisons tant historiques que culturelles, les communautés chrétiennes d'Orient n'ont eu de cesse, à l'exception d'une partie des maronites officiellement rattachés à Rome depuis 1465, d'affirmer leur appartenance à l'Orient, byzantin hier, arabe aujourd'hui et de refuser une assimilation hâtive à l'Occident les renvoyant à une condition d'étrangers en pays musulmans.

Dernier élément à entrer en considération, le traité dit des « capitulations ». « C'est de cette et bonne alliance que la France tint certains privilèges au Levant, qu'on appelle les capitulations (1535), et qui établissaient pour la France une sorte de protectorat religieux sur les Lieux saints du christianisme. Ce privilège reconnu à la France n'avait du reste pas pour origine l'occupation franque de Jérusalem au temps des Croisades, mais, bien antérieurement, l'ambassade que le calife Haroun El-Rachid avait envoyée remettre à Charlemagne les clefs du Saint-Sépulcre », écrivait Philippe de Saint-Robert dans *Le jeu de la France en*

³ Conférence prononcée le 23 octobre 1977 et reproduit in « Proche-Orient-Chrétien », 1978, Fasc. I-II, p.5

⁴ Cf. Père Yves Congar, « Notes sur le schisme oriental » p.30

⁵ Cf. « Tous schismatiques ? », Elias Zoghby, p.39

⁶ Cf. « Tous schismatiques ? », Elias Zoghby, p.35

méditerranée (p.18) un ouvrage longtemps cité en référence par le courant arabophile de la droite française⁷.

c) Le tropisme maronite

Lieu de naissance, on l'a dit, du christianisme et des premières communautés chrétiennes, le Moyen-Orient et en particulier la région du Levant (actuel Liban et Syrie) est traditionnellement regardé par le nationalisme français comme une des aires géographiques où la France se doit d'exercer son influence. Chez une partie des Français, la défense des chrétiens en Orient tend à certains moments à se confondre avec celle des seuls maronites.

Fondée au 5^e siècle par l'anachorète Maron, l'Eglise maronite fut longtemps, depuis l'élection de son premier patriarche en 685, la seule communauté chrétienne d'Orient à être liée à Rome. De son fondateur, on sait relativement peu de choses sinon qu'il vécut en Anatolie et correspondit avec Saint-Jean-Chrysostome, père de la liturgie byzantine. Leur attachement à Rome, place d'emblée les maronites en porte à faux vis-à-vis du reste de la chrétienté orientale, en particulier lors des croisades, le patriarche maronite Youssef al-Girgissi sollicitant à plusieurs reprises une protection de la part du pape Urbain II, celui-là même qui déclenchera la première croisade en 1095. Fait significatif, ils sont les seuls parmi les chrétiens orientaux à prêter main-forte aux croisés, lesquels purent ainsi en 1109 avoir raison de la tribu des Banou-Ammar. Le 21 mai 1250, une lettre du roi Saint-Louis est remise à Saint-Jean d'Acre au représentant de la communauté maronite. Par ce texte, la France s'engage solennellement vis-à-vis de cette dernière à qui elle promet aide et assistance. La promesse de protection sera renouvelée sous Louis XIV en 1649 et prendra tout son sens en 1860 lorsque le corps expéditionnaire français, commandé par le général de Beaufort d'Hautepoul, débarque à Beyrouth le 16 août 1860 en vue de secourir les chrétiens maronites victimes d'un massacre orchestré par les Druzes.

A côté de la dimension religieuse, entre aussi en compte un facteur géographique. Depuis leur expulsion d'Anatolie au 8^e siècle par les Byzantins, les maronites vivent en effet retranchés sur les hauteurs du Mont-Liban. Cet isolement, doublé de l'usage très longtemps en vigueur de la langue syriaque, branche de l'araméen, accentue le sentiment d'appartenir à une nation distincte du reste du monde arabe. En 1905, Ferdinand Tyan ira même jusqu'à parler de « *nationalité maronite* »⁸. Le représentant le plus illustre de ce courant, Pierre Gemayel, fonde en 1936 les Kataëb, dont on traduit d'ordinaire le nom en français par « Phalanges ».

⁷ Il faudrait également évoquer Antioche, dont les habitants s'expriment en araméen syriaque, et dont le souvenir incarnera, à l'heure de l'orientalisme triomphant, le christianisme des premiers temps. « *Mon cœur ne met rien au-dessus d'Antioche* » s'écrie Maurice Barrès dans son ouvrage « Une enquête au Pays du Levant » paru en 1923. La question d'Antioche est essentielle pour comprendre la question du Sandjak d'Alexandrette, aujourd'hui sous souveraineté turque et toujours réclamé par la Syrie.

⁸ In « La Quinzaine » du 1^{er} août 1905. Défenseur de la cause des chrétiens maronites et auteur en 1917 d'un ouvrage intitulé « France et Liban : défense des intérêts français en Syrie » paru aux éditions Perrin, Ferdinand Tyan plaidait pour l'incorporation du Liban, placé sous la direction des maronites, à la France sur le modèle d'un protectorat.

Les maronites ont-ils eu dans l'ensemble tendance à prendre leurs distances avec le reste du monde arabe? De Michel Aflak à Antoun Saadé en passant par Georges Habache, il est un fait qu'à l'heure des indépendances arabes les grandes voix du nationalisme furent davantage originaires de la chrétienté orthodoxe que de l'Eglise maronite. Pour autant le monde maronite fut lui-même et demeure encore traversé de questionnements autant que de divergences quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de la nation arabe, et au-delà de l'Oumma islamique. Un rapport contradictoire qui trouve à s'illustrer dans les années 1930 à travers le conflit entre Emile Eddé, et Béchara El-Khoury. Le premier, élu président de la République libanaise en 1936, est partisan d'un Liban indépendant du monde arabe à l'égard duquel le second est au contraire davantage favorable.

Cette ambivalence vis-à-vis de l'identité arabe s'exprime plus encore durant la guerre civile libanaise au sujet de l'attitude à adopter à l'égard du voisin syrien où le parti Baath est au pouvoir. Coupable aux yeux de certains chrétiens maronites d'être allié de la Syrie et ami de longue date de son président Hafez El-Assad, le président libanais Sulaiman Frangié, maronite également comme le prévoit la constitution libanaise de 1943, perd son fils Tony qui tombe le 13 juin 1978 sous les balles des partisans de Bachir Gemayel. Elu président de la République en 1982 et maronite lui aussi, ce dernier sera tué à son tour, cette fois par un membre du PSNS (Parti social-national syrien) formation pro-syrienne composée majoritairement de chrétiens. Un clivage similaire se retrouve aujourd'hui à propos du Hezbollah, parti islamiste « résistant » à Israël, et auquel une partie des chrétiens, à l'instar du général Aoun, est alliée, tandis qu'une autre, proche par exemple de l'ancien leader des Kataëb, Samir Geagea, y est opposée.

d) Chrétientés en Orient et nationalisme arabe

En 1905 paraît à Paris un ouvrage intitulé « Le réveil de la Nation arabe dans l'Asie turque ». Son auteur, Negib Azoury, chrétien maronite y dessine les grandes lignes du nationalisme arabe tel qu'il trouvera plus tard à s'épanouir au travers du parti Baas. Dans la préface, il reproduit un Manifeste adressé aux "puissances" (sic) par le parti national arabe de Turquie. Ce manifeste prône une séparation du temporel et du spirituel : « *Le vilayet actuel du Hedjaz formera, avec le territoire de Médine, un empire indépendant et dont le souverain sera en même temps le Calife religieux de tous les musulmans. Ainsi, une grande difficulté, la séparation du pouvoir civil du pouvoir religieux dans l'Islam, aura été résolue pour le plus grand bien de tous* ».

A l'exception du Maroc, le monde arabe est alors sous la domination de l'Empire ottoman (et de son sultan Abdülhamid), mis en place après la chute du califat abbasside en 1517. Sous la plume d'Azoury, les Turcs constituent (au même titre que les juifs, on le verra plus loin) l'ennemi implacable des Arabes et de leur civilisation : « *Le gouvernement turc, s'il est permis de donner ce nom à une société de brigands dirigée par un scélérat, non seulement ne fait rien pour améliorer le sort du paysan, mais il agit systématiquement de manière à ruiner encore davantage ce malheureux pays.* »⁹ Sous la plume d'Azoury, les Turcs sont autant de « *hordes sauvages venues du centre de l'Asie [...] Qu'ont produit les Turcs depuis cinq siècles qu'ils sont nos tyrans ? Absolument rien ; et si ces hordes barbares retranchaient de*

⁹ « Le Réveil de la nation arabe dans l'Asie turque en présence des intérêts et des rivalités des puissances étrangères, de la curie romaine et du patriarcat oecuménique, partie asiatique de la question d'Orient et programme de la Ligue de la patrie arabe », Plon-Nourrit et Cie (Paris), 1905, p.25

*leur vocabulaire tous les mots arabes, ils ne pourraient plus parler ; leur langue originale se compose de quelques monosyllabes gutturaux qui ont beaucoup de ressemblance avec le croassement des corbeaux ».*¹⁰ En outre, si les Arabes constituaient un vecteur de tolérance, les Turcs ne feraient rien d'autre que propager le fanatisme religieux : « *Les Arabes ont toujours été tolérants ; les privilèges accordés aux chrétiens par le premier Calife Omar existent encore dans tous les pays musulmans ; et les Turcs, qui cherchent à les supprimer, ne font semblant de les respecter que parce qu'ils ne peuvent les abolir ».*¹¹

Cette séparation du religieux avec le temporel est dès lors portée « naturellement » par le mouvement national arabe naissant : « *Rien n'est plus libéral que le programme de la ligue : la Patrie arabe. Elle veut, avant tout, séparer, dans l'intérêt de l'Islam et de la nation arabe, le pouvoir civil d'avec le pouvoir religieux [...] Elle respectera les intérêts de l'Europe, toutes les concessions et tous les privilèges qui lui ont été accordés par les Turcs jusqu'à ce jour ».*¹² Cette réunion des chrétiens et des musulmans en une même nation arabe constituera dorénavant un des credo majeurs du nationalisme arabe au Levant (à l'inverse du nassérisme et surtout de ses épigones que furent Kadhafi ou Ben Bella). « *Chrétiens et musulmans sont mêlés dans les mouvements révolutionnaires et réunis sous les potences ottomanes »* observait à ce sujet Pierre Rondot.

Une union « islamo-chrétienne » qui chez Azoury s'accompagne d'une mise en valeur spécifique de l'héritage chrétien des Arabes, ce dernier allant même jusqu'à louer l'action des croisades ainsi que la conquête de l'Algérie¹³. La mise en avant du facteur chrétien va de pair chez ce maronite d'un tropisme francophile : « *Nul plus que la France n'aura le droit de nous gouverner, et aucune puissance ne sera aussi chaleureusement acclamée, en débarquant dans les pays arabes, le jour où le démembrement de l'Empire turc aura été décidé »*, résume-t-il¹⁴. Ce double paramètre doit être pris en compte dès lors que l'on aborde la question du sionisme et de son rejet qui s'accompagne d'une judéophobie dont Azoury se fait le champion. Il n'est pas inintéressant à ce propos de noter que si celle-ci va de pair avec une turcophobie tout aussi virulente, la Turquie fut le premier pays issu d'espace musulman à reconnaître l'Etat d'Israël.

« Deux phénomènes importants, de même nature et pourtant opposés, qui n'ont encore attiré l'attention de personne, se manifestent en ce moment dans la Turquie d'Asie : ce sont, le réveil de la nation arabe et l'effort latent des Juifs pour reconstituer sur une très large échelle l'ancienne monarchie d'Israël. Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement, jusqu'à ce que l'un d'eux l'emporte sur l'autre. Du résultat final de cette lutte entre ces deux peuples représentant deux principes contraires, dépendra le sort du monde entier. Ce n'est pas la première fois, du reste, que les intérêts de l'Europe dans la Méditerranée sont agités dans les pays arabes ; car ce territoire, qui met en communication trois continents et trois mers, a été, à des époques différentes, la scène où se sont déroulés des événements politiques ou religieux qui ont renversé le cours des destinées de l'univers », souligne Azoury dans son avant-propos.

¹⁰ Ibidem p.210 et 234

¹¹ Ibidem p.234

¹² Ibidem p.245

¹³ Les croisades sont qualifiées d'« expéditions dangereuses dont les résultats ont été bienfaisants pour le monde entier » tandis de la conquête de l'Algérie aurait été entreprise à en croire Azoury « moins pour se constituer une colonie productive que pour délivrer la Méditerranée de la piraterie barbaresque » ibidem p.101

¹⁴ Ibidem p.128

Si l'ouvrage n'est pas majoritairement centré sur la « question juive » (pour reprendre la terminologie du discours judéophobe) Negib Azoury tient à préciser dans sa préface l'importance qu'il accorde à cette thématique : « *Nous prévenons le lecteur que ce volume est destiné aussi à compléter un autre ouvrage plus considérable que nous publierons bientôt sous ce titre : Le Péril juif universel, révélations et études politiques, et qui sera lui-même le complément de celui-ci. Nous engageons donc le public à lire les deux, s'il veut connaître à fond les avantages que procurera à l'Europe le réveil des nationalités dans l'Empire ottoman. On se demandera peut-être comment nous avons été entraînés à parler des Juifs dans un livre politique sur la partie asiatique de la question d'Orient. C'est que notre mouvement vient juste au moment où Israël est si près de réussir, détruire ses projets de domination universelle. Dans le but de faciliter l'intelligence du « Péril juif », autant que pour épargner à ceux qui nous liront une longue description des pays arabes, nous n'étudierons dans ce livre que la géographie détaillée de la Palestine, qui constitue une miniature achevée du futur empire arabe* ».

Le contexte dans lequel Azoury écrit ce texte est celui de l'introduction de l'idéologie antisémite dans le monde musulman par l'intermédiaire d'une partie des chrétiens d'Orient. « *C'est au début du XXe siècle que les accusations de meurtre rituel lancées régulièrement par les communautés chrétiennes dans le monde musulman commencent à être reprises par les milieux musulmans eux-mêmes* », note sur ce point Pierre-André Taguieff¹⁵. En 1911, est publié le premier livre en langue arabe traitant exclusivement du sionisme, *Al Siyunnia*. Son auteur, Najib Al-Khuri Nassar, est un chrétien originaire de Tibériade¹⁶. Vivants sous le joug ottoman et percevant très tôt le sionisme comme une menace, une partie des Arabes, chrétiens notamment, choisit la voie du nationalisme.

Dans quelle mesure la tradition judéophobe influencera-t-elle les choix politiques opérés par la suite ? En 1932, alors qu'en Allemagne le parti nazi est à son apogée, les partisans d'Antoun Saadé, grec-orthodoxe qui prône la formation d'un Etat laïque dans les frontières de la Syrie historique, adoptent comme emblème une croix gammée de couleur rouge. Tandis qu'un nombre croissant d'Arabes du Proche-Orient, musulmans et chrétiens confondus, ne fait pas mystère d'une certaine admiration pour l'Allemagne hitlérienne, ennemie des juifs et des puissances coloniales que sont à l'époque la Grande-Bretagne et la France, à peu près au même moment, en 1938, le pape Pie XI prononce cette phrase qui, à bien des égards, annonce les évolutions ultérieures de l'Eglise catholique: « *Nous sommes spirituellement des Sémites* ». Un clivage concernant les rapports au monde juif commence à prendre forme entre les chrétiens d'Occident et ceux du monde arabe.

e) Face à l'Etat juif : Liban chrétien ou Liban occidental ?

Chez les dirigeants sionistes puis israéliens émerge très tôt l'espoir de voir naître au Liban un Etat chrétien maronite avec lequel, pense-t-on, la coexistence sinon la paix demeure envisageable¹⁷. Si un tel scénario trouve tout son sens du point de vue des intérêts politiques

¹⁵Cf. « La judéophobie des Modernes : des Lumières au jihad mondial », Paris, Odile Jacob, 2008, p. 294

¹⁶ Cf. « Une histoire intellectuelle et politique du sionisme. 1860-1940 », Georges Bensoussan, Fayard, p.199

¹⁷ Eliahou Sasson, chef du département arabe de l'Agence juive, écrit en 1946 à Moshe Sharett:« Je recommande d'encourager les éléments qui veulent le partage du Liban. Si un Etat chrétien y voyait le jour avant la création de l'Etat juif, nous profiterions de ce précédent pour résoudre le problème de la Palestine » Cf. A.Basbous et A.Laurent, « Guerres secrètes au Liban », Gallimard, 1987 p.165

d'Israël, il n'en demeure pas moins également lourd de périls pour les chrétiens du Liban, minorité au cœur de la majorité musulmane et dont toute la logique consiste à assurer une pérennisation dans un tel contexte. Comment dans ces conditions, une alliance passée avec le voisin israélien ne ferait-elle pas resurgir le spectre des Etats latins¹⁸ et, partant, la suspicion du monde musulman envers ses minorités chrétiennes ?

Un antagonisme qui renvoie plus largement à la question existentielle qui traverse les communautés chrétiennes du monde arabe : comment transcender la condition d'être minoritaire, vis-à-vis de la majorité musulmane, au travers d'un sentiment national arabe puissant au point de reléguer la question religieuse (qui est aussi identitaire) à une place qu'on pouvait espérer secondaire ? Tout contact aussi minime soit-il avec l'Etat d'Israël apparaît comme d'autant plus dangereux suivant cette configuration idéologique qu'il est de nature à renvoyer des Arabes chrétiens l'image de « corps étranger », idée déjà véhiculée en son temps par le colonel Kadhafi pour lequel « il est aberrant d'être arabe et chrétien en même temps ».¹⁹

La première ébauche de coopération entre le Yichouv et les maronites du Liban remonte à 1946 : l'Eglise maronite et l'Agence juive concluent cette année un accord officieux aux termes duquel le futur Etat juif s'engage à tout faire « pour aider le Liban à maintenir son caractère spécial et pluraliste et son visage chrétien. »²⁰ L'année suivante, l'archevêque maronite de Beyrouth, Monseigneur Ignace Mobarak, plaide à son tour la cause juive dans un texte adressé à la commission de l'ONU en charge du devenir de la Palestine mandataire : « Historiquement, il est indéniable que la Palestine a été la patrie des Juifs et des premiers chrétiens. Aucun d'entre eux n'était d'origine arabe. La force brutale de la conquête les a réduits et astreints à se convertir à la religion musulmane. Voici l'origine des Arabes dans ce pays. Peut-on déduire de là que la Palestine est arabe ou qu'elle fut toujours arabe ? [...] Le Liban réclame la liberté pour les Juifs en Palestine comme il souhaite sa propre liberté et son indépendance. Le Liban comme la Palestine devra demeurer le foyer permanent des minorités »²¹, écrit-il à rebours de l'opinion dominante dans le monde arabe.

Un autre courant de pensée estime pourtant, à l'image de l'intellectuel Michel Chiha, que l'existence d'un Etat juif à ses côtés est de nature, par mimétisme confessionnel, à entraîner une partition de l'Etat libanais fondé sur un équilibre communautaire, par définition fragile. Le clivage qui s'illustre ici touche à la problématique essentielle des chrétiens d'Orient et du Liban en particulier : incarner l'Occident au cœur de l'espace arabo-musulman ou au contraire être intégralement partie prenante de celui-ci ?

Toujours est-il que du côté israélien, l'idée de voir émerger un Etat chrétien, allié potentiel en tant que représentant d'une minorité non musulmane et se défiant quelque peu du panarabisme, conduit les dirigeants du nouvel Etat à accorder une aide ponctuelle aux forces susceptibles de mettre en œuvre un tel objectif. A l'occasion des élections législatives libanaises du 15 avril 1951, le ministre des Affaires étrangères israélien, Moshe Sharett, fait ainsi verser la somme de 3000 dollars au parti Kataëb venu solliciter une aide²². « La création d'un Etat chrétien [au Liban] est quelque chose de naturel. Il aurait des racines historiques et serait soutenu par une force importante dans le monde chrétien [...] Je pense qu'actuellement

¹⁸ Constitués à la suite des croisades auxquelles les maronites apportent dès l'origine leur concours.

¹⁹ Cf. *Le Monde*, 17-18 août 1980

²⁰ Cf. A. Basbous et A. Laurent, *Guerres secrètes au Liban*, Gallimard, 1987 p.170

²¹ Le texte de la pétition n'a jamais été publié. Il est conservé aux archives du patriarcat maronite. Cité in Richard Haddad, *Deux peuples ne font pas une Nation*, DEA de géopolitique, Paris Sorbonne.

²² Cf. Alain Ménargues, *Les secrets de la guerre du Liban*, Albin Michel, p.71

c'est notre tâche essentielle, ou tout du moins l'une des tâches essentielles de notre politique extérieure », écrit David Ben-Gourion à la date du 27 février 1954²³. Trois mois plus tard, le chef d'état-major israélien, Moshe Dayan, précise les modalités militaires d'une telle politique : « *Il serait seulement nécessaire de trouver un officier, fût-ce un simple major. Nous pourrions gagner sa sympathie ou l'acheter pour l'inciter à se proclamer sauveur des maronites. Alors l'armée israélienne entrerait au Liban, occuperait le territoire nécessaire et installerait un régime chrétien qui s'allierait à Israël* ». ²⁴

Si un tel schéma s'exprime relativement aisément dans le cadre d'un Etat souverain, il n'en est évidemment pas de même au Liban où s'afficher au côté de l'Etat juif équivaut à une mise au ban de la société, quand ce n'est pas à une condamnation à mort pure et simple. C'est toute la difficulté du « camp chrétien » qui se trouve exprimée ici : allié objectif d'Israël face aux Palestiniens qui bafouent la souveraineté libanaise et dans le même temps mis en danger par cette même convergence d'intérêts qui, rendue publique, ne pourrait manquer d'isoler encore davantage les chrétiens du reste du monde arabe. Un contexte qui explique en partie qu'à trois reprises le parti Kataëb rejette les offres de l'ambassade d'Israël à Chypre proposant de fournir du matériel militaire, à la condition d'une demande formulée par écrit. ²⁵

Ce refus de s'allier, ouvertement tout au moins, avec l'Etat juif, finit par céder suite à la conclusion des accords du Caire en 1969, lesquels, en accordant aux Palestiniens la possibilité de mener des attaques contre Israël depuis le territoire libanais, mettent fin au Liban en tant qu'Etat souverain. Acculées de toute part, les milices chrétiennes sont contraintes de solliciter une aide israélienne, souvent considérée par ailleurs comme un pacte passé avec le diable eu égard à la tradition judéophobe d'origine religieuse dont elles demeurent les héritières. Pierre Gemayel qui prit la décision de fonder son mouvement au retour d'un séjour émerveillé aux Jeux Olympiques de Berlin en 1936²⁶, témoigne de ce malaise lorsqu'il rencontre pour la première fois Yitzhak Rabin au mois de septembre 1975 : « *Je veux continuer à marcher au Liban la tête haute comme chrétien et Arabe. J'ai été obligé de me tourner vers vous, mais j'en suis consterné et honteux. C'est d'ailleurs la faute d'Israël si les Palestiniens se sont installés au Liban et ont pris les armes* ». ²⁷

L'existence de cet ennemi commun objectif n'enlève rien au passif antijuif le quel se fait ressentir tout au long de la guerre civile libanaise. Engagé auprès des chrétiens, l'écrivain Richard Millet évoque dans son récit ces combattants qui, en même temps qu'ils font la guerre aux Palestiniens, arborent « *une croix gammée afin de signifier aux Phalanges libanaises que s'allier à Israël revenait à faire un pacte avec les descendants de ceux qui avaient crucifié le Christ* » ²⁸. C'est sur ce plan que Bachir Gemayel se situe en rupture avec son père, l'épopée sioniste exerçant sur lui une indéniable fascination qu'il tente de reproduire par une sorte de mimétisme visant à faire du Liban une « terre chrétienne libre ». « *Comme bien d'autres de ses compatriotes chrétiens, il ressentait quelques affinités avec les Juifs : fonctionnement démocratique des institutions, ouverture sur l'Occident, liberté de pensée,*

²³ Cité in *Le Monde diplomatique*, décembre 1983

²⁴ Cité *ibidem*

²⁵ Cf. A.Basbous et A.Laurent, *Guerres secrètes au Liban*, Gallimard, 1987, p.160

²⁶ Voyage au cours duquel le jeune libanais découvre un ordre totalitaire dont il ne fait pas mystère de la fascination qu'il exerce sur sa personne : « *J'ai représenté le Liban aux Olympiades de 1936 à Berlin et là j'ai vu la discipline qu'il y avait. Alors je me suis dit pourquoi ne pas créer quelque chose chez nous au Liban qui discipline l'homme.* » Voir le film « Les Gemayel, une histoire libanaise »

²⁷ Cité in A.Basbous et A.Laurent, *Guerres secrètes au Liban*, Gallimard, 1987, p.161

²⁸ Cf. Richard Millet, *La confession négative*, Gallimard, p.189

mode de vie, etc. Ensemble, avec les Juifs d'Israël, ces chrétiens libanais pensaient pouvoir affronter les menaces pesant sur leur survie. », souligne Annie Laurent.²⁹

Au-delà de la cause du « Liban chrétien » et de la conjoncture politique présente, l'alliance avec Israël revient symboliquement à se tourner vers l'Occident et les valeurs que celui-ci incarne. Le 12 mars 1976, Joseph Aboukhalil, lieutenant de Bachir Gemayel, se rend secrètement, par la voie maritime, en Israël. Reçu par Shimon Perez, il sollicite de celui-ci une aide militaire à laquelle le ministre israélien de la Défense répond favorablement. Sur le terrain, deux dirigeants du Mossad, David Kimché puis Yitzhak Hofi, assurent désormais la liaison avec les milices chrétiennes, les plus importantes étant les *Kataëb* de Bachir Gemayel et les *Ahrâr* de Dany Chamoun.

Deux ans plus tard, l'alliance israélo-maronite prend une forme nouvelle. Après être intervenu contre l'OLP au Sud-Liban puis s'en être retiré le 13 juin 1978, Israël prend la décision d'y conserver une zone de sécurité qu'elle confie au major Saad Haddad fondateur de l'Armée du Liban-Sud. Ce dernier va jusqu'à proclamer la création de l'« Etat du Liban libre » allié et partenaire privilégié de son voisin israélien. Au mois d'octobre 1980, une délégation des *Forces libanaises*³⁰ est reçue en Israël par la direction du Mossad ainsi que par le nouveau ministre de la Défense, Itzhak Shamir, auxquels ils font part de leur volonté de prendre le pouvoir à Beyrouth. Deux mois plus tard, le chef de l'état-major israélien, Raphaël Eytan est à son tour accueilli au Liban. Jamais les relations entre les deux parties n'avaient été portées aussi haut. Le paradoxe est qu'elles commencent à se détériorer lorsqu'Israël intervient directement dans le jeu libanais en déclenchant, le 6 juin 1982, l'opération « Paix en Galilée ». Cette sixième guerre israélo-arabe a pour objet d'évincer l'OLP du Liban afin d'assurer la sécurité du nord d'Israël. Sharon et Eytan qui conduisent militairement la guerre misent politiquement sur la prise du pouvoir par les *Forces libanaises* dans laquelle ils voient la possibilité d'une paix future entre Israël et le Liban.

Les désillusions ne tardent pourtant pas en l'espèce à poindre, Bachir Gemayel montrant une gêne de plus en plus évidente à s'engager au côté de Tsahal. Le malaise s'en ressent nettement du côté israélien : « *Comment justifier le fait que nos hommes se fassent tuer pendant que les Libanais ne participent pas à la guerre ?* » résume Victor Shem-Tov, secrétaire général du Mapam³¹. « *Begin en voulait beaucoup à Bachir Gemayel sur ce point. [...] De fait, les chrétiens du Liban n'ont ni participé à la guerre ni fait la moindre déclaration positive à notre égard. Même si nous n'avions pas déclenché cette guerre pour leur compte, ça laissait les Israéliens perplexes* »,³² témoigne de son côté Sharon interrogé une vingtaine d'années plus tard. « *C'est là qu'apparaissent les premières failles dans le bel ordonnancement de la stratégie sharonienne. Le Front libanais, qui devait s'emparer de Beyrouth-Ouest et compléter la déroute de l'OLP, refuse de jouer son rôle dans la pièce ourdie à Jérusalem. Bachir, qui connaît mieux que Sharon la scène libanaise, sait ce qu'il lui en coûterait de conquérir la moitié musulmane de la ville avec l'appui de son indispensable, mais compromettant allié* », analyse Elie Barnavi³³. Le chef du renseignement militaire israélien met de son côté en garde Sharon: « *Même si vous faites Bachir président, les chrétiens maintiendront leurs liens avec le monde arabe. Le vieil homme [Pierre Gemayel] l'a dit.*

²⁹ In Annie Laurent, *Les Chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ?*, Salvator, pp.126-127

³⁰ Les Forces libanaises désignent la fusion de toutes les milices chrétiennes en une seule formation placée à l'origine sous la direction de Bachir Gemayel.

³¹ Uri Dan, *Ariel Sharon entretiens intimes*, Michel Lafon, p.192

³² *Ibidem* p.193

³³ In Elie Barnavi, *Une histoire moderne d'Israël*, Flammarion, p.282

Nous ne sommes qu'un outil pour délivrer le Liban d'un diable. Ils ne feront pas la paix avec Israël ! ». ³⁴

Un autre paramètre entre également en jeu depuis le début de l'offensive israélienne: présente tant au Liban qu'en Syrie et en Israël, la communauté druze est côté libanais en guerre avec les chrétiens, tandis qu'elle demeure fidèle à l'Etat juif de l'autre côté de la frontière. Quelques semaines après l'entrée des troupes israéliennes au Liban, Shimon Perez rend donc visite à Walid Joumblatt, chef politique de la communauté druze, qu'il côtoie par ailleurs au sein de l'Internationale socialiste. Si l'Etat d'Israël est aux côtés des chrétiens, il se doit de préserver dans le même temps leurs ennemis historiques que sont les Druzes. Bachir Gemayel est élu président de la République libanaise le 23 août 1982. Le 11 septembre 1982, Sharon lui rend secrètement visite à Beyrouth. A l'issue de cette rencontre, un accord est conclu entre les deux hommes. C'est ici qu'intervient la Syrie qui voit ses desseins hégémoniques sur le pays du Cèdre fortement remis en cause. « *Pour avoir mesuré sa force, les Syriens savent qu'un Bachir président, allié d'Israël, signerait l'arrêt de mort de leurs ambitions libanaises et régionales* », soulignent à ce sujet Antoine Basbous et Annie Laurent. ³⁵

Sitôt élu, le nouveau président libanais est condamné à mort par Damas. Paradoxe cruel ou ironie de l'Histoire qui achève de démontrer le caractère utopique d'un « Liban chrétien » perçu en Occident de manière uniforme, ce sont deux Libanais maronites membres du PSNS³⁶, Habib Chartouni et Nabil Alam, qui se chargent de faire assassiner le cadet de la famille Gemayel, le 14 septembre 1982³⁷. Dans les jours qui suivent³⁸, les camps palestiniens de Sabra et Chatila sont le théâtre d'un massacre perpétré par les troupes d'Elie Hobeika, cadre dirigeant de la milice Kataëb, qui entendent de la sorte venger l'assassinat de leur président. Si Israël fut longtemps désigné comme le responsable principal sinon unique de cette tragédie, le débat est aujourd'hui ouvert quant à une éventuelle responsabilité syrienne, Hobeika - le fait est aujourd'hui établi -, ayant joué le rôle d'« agent double » au profit de Damas. ³⁹

Toujours est-il que l'émotion est sur le moment à son comble et la réprobation d'Israël quasiment unanime dans le monde. A Tel-Aviv même, 400.000 manifestants descendent dans les rues. Politiquement, les promoteurs de l'alliance avec Bachir Gemayel se retrouvent sur la sellette. « *Le rêve que caressaient Sharon et Begin de restaurer la souveraineté nationale libanaise et de nouer des liens pacifiques avec leur voisin était brisé.* », observe le journaliste Uri Dan. ⁴⁰

Amine Gemayel, frère aîné de Bachir, est élu président de la République libanaise le 21 septembre 1982. Recevant secrètement Ariel Sharon dans la nuit du 20 au 21 septembre, il promet à ce dernier de poursuivre la politique menée par son frère. Dans les faits, le nouveau président s'empresse dès les premiers mois de son mandat de rompre toutes les alliances

³⁴ A.Basbous et A.Laurent, *Guerres secrètes au Liban*, Gallimard, 1987, p.196

³⁵ *Ibidem* p.200

³⁶ Parti social national syrien. Formation qui prône le rétablissement de la Syrie historique, territoire comprenant outre l'Etat syrien actuel, le Liban, Israël, une partie de l'Irak et de la Jordanie, Chypre ainsi que le Sandjak d'Alexandrette sous souveraineté de la Turquie depuis 1939.

³⁷ *Ibidem* p.200-201

³⁸ Massacre qui se déroule du 16 au 18 septembre 1982.

³⁹ Cf. Robert Hatem, *Dans l'ombre d'Hobeika...*, Jean Picollec, 2003.

⁴⁰ Uri Dan, *Ariel Sharon entretiens intimes*, Michel Lafon, p.170. Si le journaliste formule ce constat au sujet de l'assassinat de Bachir Gemayel, il n'en est que plus fondé après le massacre de Sabra et Chatila qui suit de quelques jours la mort de B.Gemayel.

noüées jusqu'alors avec l'Etat juif. La rupture est en premier lieu idéologique, le fils aîné de Pierre Gemayel soulignant lors de son discours d'investiture prononcé le 23 septembre 1982 le caractère arabe du Liban avant de déclarer quelque temps plus tard devant les Nations unies : « *Les Palestiniens doivent pouvoir vivre libres, en paix et autonomes sur leur terre, la Palestine* »⁴¹. Un revirement complet qui, ajouté au discrédit moral dont pâtit Israël depuis Sabra et Chatila, fait que les voix israéliennes sont de plus en plus nombreuses à mettre en doute la validité, tant politique que morale, d'une alliance passée avec le « camp chrétien ».

Le 28 décembre 1982 s'ouvrent pourtant des négociations entre les deux pays à l'issue desquelles un accord de paix est approuvé par le parlement libanais le 17 mai 1983. « *En 1983, la normalisation était à portée de main. Sans complexe, le Liban s'apprêtait à emboîter le pas à l'Egypte en paix avec Israël depuis 1979. Mais la Syrie en a décidé autrement* », rappellent sur ce point Basbous et Laurent⁴². Rallié, tactiquement tout au moins, au voisin syrien, Amine Gemayel refuse jusqu'au bout de ratifier cet accord. L'alliance avec les chrétiens maronites n'a dès lors plus aucune raison d'être du point de vue israélien, son représentant en titre refusant l'établissement de la paix entre les deux pays, but ultime de toute offensive militaire. Successeur d'Ariel Sharon, Moshe Arens plaide pour un renforcement des liens d'Israël avec les Druzes « *plutôt qu'avec les chrétiens dont l'attitude a profondément déçu* ». ²⁷

Conséquence immédiate de la nouvelle donne en vigueur à Tel-Aviv, les forces israéliennes se retirent du Chouf le 3 septembre 1983, laissant seuls les chrétiens face aux milices druzes²⁸. La communauté druze d'Israël n'est pas étrangère à cette décision²⁹. Soutenir les *Forces libanaises* contre les Druzes eût fait courir le risque à Israël de perdre l'appui à l'intérieur de ses frontières d'une communauté fidèle à l'Etat juif depuis ses origines et jouant qui plus est un rôle de premier plan dans le domaine militaire. « *Comprenez qu'un druze souffre au Liban, partout ailleurs les Druzes le ressentent ; c'est comme un plateau de cuivre : si l'on frappe un point, il retentit tout entier* », résume le député druze du Likoud, Amal Nasreddine³⁰. Le 5 mars 1984, de retour d'un voyage à Damas, Amine Gemayel procède à l'annulation de l'accord entre le Liban et Israël. Le rêve d'un Etat chrétien voisin et allié d'Israël vient de s'effondrer sous le poids de la complexité des rapports communautaires inhérents à l'identité même du Liban.

f) Israël contre les chrétiens du Liban : la naissance d'un mythe

Au sein de la droite nationaliste, l'alliance entre Israël et une partie des maronites n'a jamais fait l'unanimité. Témoin ces propos enflammés du Général Pierre Rondot que rapporte Jean-Pierre Péroncel-Hugoz : « *Les chrétiens du Liban ont commis une faute impardonnable en faisant appel à Israël ! Il valait mieux pour eux disparaître dans l'honneur !* ». ⁴³

L'assassinat de Bachir Gemayel et les tueries commis en représailles par les miliciens Kataëb à Sabra et Chatila entraînent également un retour en force de la fantasmagorie anti-juive. Chez certains commence à naître le mythe d'un Bachir Gemayel assassiné par Israël. « *On ne peut pas cependant, ne pas mentionner que le réseau israélien d'espionnage, si perfectionné et qui avait déjà, croit-on savoir, sauvé Béchir Gemayel d'autres attentats, était bien implanté à*

⁴¹ In *Le Monde*, 20 octobre 1982

⁴² Cf. Basbous et Laurent, *Guerres secrètes au Liban*, p.157

⁴³ Cité in *Une croix sur le Liban*, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, p.161

Achrafieh en septembre 1982. Menahem Begin, alors chef du gouvernement d'Israël, a-t-il été au courant des préparatifs d'élimination de ce Gemayel qui lui avait jeté à la figure la volonté d'indépendance du Liban, et a-t-il laissé courir, se débarrassant à bon compte d'un interlocuteur incommode ? Aux historiens de demain de creuser ce point capital du drame libanais » écrit Jean-Pierre Péroncel-Hugoz dans un livre paru deux ans après les événements.⁴⁴

Parfaitement infirmée à ce jour, cette thèse n'en pas moins longtemps circulée et pas nécessairement au sein de cénacles confidentiels, à l'image du livre du capitaine Barri, *Guerres secrètes à l'Elysée*, co-écrit avec le journaliste Jean-Paul Cruse ancien de *Libération* et de *L'Idiot international*⁴⁵. Mais plus encore que l'assassinat de Gemayel c'est le souvenir de la « bataille du Chouf », menée contre les Druzes en septembre 1983, qui alimente encore aujourd'hui le mythe d'un Etat juif volontairement hostile à ses voisins chrétiens. « *Amine Gemayel a dû à la trahison d'Israël la perte du Chouf par les chrétiens* » résumait l'ancien directeur de National-Hebdo, le journaliste Martin Peltier.⁴⁶

« *Le Cheytan, le Diable, révélerait sa nature diabolique non pas tant lors des massacres de Sabra et Chatila que l'année suivante, en 1983, par la responsabilité qui serait la sienne dans les massacres et la déportation des chrétiens du Chouf, évènement qu'il avait pensé et fait exécuter par les Druzes, afin de punir leurs ex-alliés chrétiens de leur esprit d'indépendance, les Druzes étant par la force des choses des alliés objectifs d'Israël à cause de l'importante communauté qui vit sur le territoire de l'Etat hébreu et de leur place importante dans l'armée israélienne* », affirmait pour sa part l'écrivain Richard Millet.⁴⁷ D'une manière générale, accusera Jean Madiran dans son opusculé « L'Adieu à Israël », l'Etat hébreu aurait sciemment méprisé ses alliés chrétiens.

⁴⁴ Cité ibidem p.144-145

⁴⁵ Cf. *Guerres secrètes à l'Elysée*, Paul Barril, Albin Michel, p.140

⁴⁶ in *Le Chêne* n°6, mars 2000

⁴⁷ Cf. *La confession négative*, Gallimard, p.391

3. Avec Saddam Hussein, protecteur des chrétiens d'Orient

Après la perte de l'allié israélien, une partie des milices chrétiennes en guerre contre Damas se tournent vers Bagdad. Le 27 septembre 1989, le journal français d'extrême droite *Minute* publie un article à la gloire du régime de Saddam Hussein sous le titre « *Il n'y a plus de voleurs à Bagdad* ». Après avoir rappelé que « *la liberté de culte est totale* » qualifie les gazages des Kurdes à Hallabjah de « *politique de pacification musclée*. » (sic) Le 18 janvier 1990 c'est au tour de *Présent* de faire l'apologie de l'Irak baasiste. Son journaliste Bernard Fontanges a assisté aux cérémonies du 69^e anniversaire de l'armée irakienne. Dans les colonnes de *Présent* toujours, Alain Sanders donne les coordonnées des Amitiés franco-irakiennes animées par Gilles Munier et vitrine du lobby pro-irakien en France.

Après l'invasion du Koweït par l'Irak, l'extrême-droite française se range majoritairement derrière l'Irak (à l'exception d'anciens partisans de l'Algérie française qui à l'instar de Pierre Sargent prendront leurs distances avec le FN). Défense des chrétiens par Saddam Hussein et hostilité notoire à l'Etat d'Israël, sont les deux arguments qui reviennent de façon constante.

« *Saddam Hussein, est le seul chef d'Etat musulman qui ait assez d'autorité pour imposer un chrétien comme ministre des Affaires étrangères [...] Vous imaginez en Israël, Itzhak Shamir, le grand-père Kruchen des zélotes, embaucher un catholique comme ministre des Affaires étrangères ? Les rabbins se mettraient en grève, même pour le Yom Kippour* » écrit par exemple François Brigneau dans les colonnes de *National-Hebdo*.⁴⁸ Ce même Etat Juif dont François Brigneau assène à ses lecteurs qu'il « *a voulu cette guerre, en espérant qu'elle entraînerait la destruction de l'Irak de Saddam Hussein* ». ⁴⁹

Le lecteur ne peut pas ne pas comprendre qu'Israël s'acharne sur le seul Etat à se préoccuper du sort des chrétiens. « *Le régime de Saddam Hussein impose à l'islam la tolérance* »⁵⁰ affirmera par la suite l'ouvrage « SOS Enfants d'Irak » qui relate le travail mené par le FN en faveur de l'Irak soumis à l'embargo entre 1996 et 2003. L'Irak, rappelle Béatrice Absil journaliste à *Présent*, « *compte une forte minorité chrétienne qui bénéficiait, jusque-là, d'une tolérance religieuse rare, voire unique, dans les pays arabo-musulmans. Mais face à la misère, l'islam est présenté comme la seule chance, le seul refuge, le seul recours pour répondre à l'Occident. Et le discours des imams obtient toujours plus de succès. Encore un résultat imbécile à mettre au compte des mondialistes.* »⁵¹

⁴⁸ In *National-Hebdo* n°339 ; 17-23 janvier 1991

⁴⁹ In *National-Hebdo* n°340 (semaine du 24 au 30 janvier 1991) p.6-7

⁵⁰ in « SOS Enfants d'Irak » éditions Objectif France, p.95

⁵¹ in *Présent*, 20 avril 1995 p.4 : « Les sanctions imposées à l'Irak favorisent les menées islamistes. »

4. Contre la Syrie, ennemi du Liban chrétien ?

Ce soutien quasi unanime apporté à Saddam Hussein, a souvent pour corollaire une hostilité à Assad (qui prit le parti de la coalition occidentale contre l'Irak en 1991 avec, en échange, les « mains libres » au Liban). Pino Rauti, figure historique du parti néo-fasciste italien MSI, refuse de soutenir Saddam Hussein. D'aucuns, à l'extrême droite, croient pouvoir expliquer cette position en raison de liens supposés avec la Syrie et son « parrain » iranien.

« *Bush-Assad, LePen-Saddam : où est l'infamie ?* » titre au mois de novembre 1990 Rivarol⁵² (le contexte est celui du siège syrien contre le général Aoun). L'idée qui domine alors dans les rangs de l'extrême-droite française est que si l'Occident est intervenu auprès du Koweït, il laissait dans le même temps le général Aoun seul face à l'armée syrienne d'Hafez Al-Assad. L'hostilité à ce dernier s'accroît après l'arrestation de Samir Geagea en 1994.⁵³

A l'appel du député européen FN Bernard Antony un rassemblement a lieu place du Trocadéro⁵⁴. « *L'histoire retiendra l'étrange comportement d'un Occident frappant l'Irak qui ne nous avait rien fait et favorisant une Syrie qui fut toujours l'alliée des Soviétiques et l'ennemie de toute présence occidentale et de l'indépendance du Liban* » expose-t-il dans un entretien au quotidien (d'une partie des catholiques « traditionalistes ») *Présent*⁵⁵. Un collectif d'avocats est mis sur pied en vue d'assurer la défense de Geagea. Jean-Baptiste Biaggi dirige le « Collectif des juristes français pour la défense de Geagea et de ses compagnons ». Actuel dirigeant du FN en Île de France, Wallerand de Saint-Just participe à la défense.

Pour autant, les premières voix discordantes apparaissent. Le jeudi 9 juin 1994, un article intitulé « Chrétienté-Solidarité-Criminalité »⁵⁶ paraît dans l'hebdomadaire *L'Action française*. Le mois suivant, le mensuel de Bernard Antony, *Reconquête*, titre en page de couverture (avec en arrière-plan une photo de Geagea) : « Action française imbécilité ? » L'auteur de l'article ayant mis le feu aux poudres, Elie Hatem, est un avocat franco-libanais, membre du mouvement royaliste *L'action française*. Homme de réseaux et d'influence, il se rapproche depuis plusieurs années de Jean-Marie Le Pen, obtenant à ce dernier quelques entretiens dans la presse arabe. Par ailleurs, Hatem sera le conseiller tout à la fois du général Aoun en exil à

⁵² Couverture de Rivarol n°2035 du 30 novembre 1990. Voir également dans le même numéro « Assad ou le minoritaire conquérant » p.8

⁵³ Il lui était reproché l'assassinat de la famille Chamoun (après les époux Frangié en 1978), les assassinats de Joseph Zayek et Michel Murr et enfin contre l'église de Zouk au mois d'avril 1994. Condamné à la réclusion à perpétuité, Geagea fut embastillé des années durant dans les sous-sols du ministère de la Défense...Il dut sa libération au départ des troupes syriennes après l'assassinat de Rafic Hariri.

⁵⁴ Le même jour Frédéric Chatillon (qui n'allait pas tarder à entrer en contact avec le régime en place à Damas) menait, avec d'autres, un défilé pour dénoncer « l'invasion américaine de l'Europe » autrement dit le débarquement américain dont les autorités gouvernementales s'apprêtent alors à célébrer l'anniversaire. Interdite, la manifestation donne lieu à de violents affrontements entre policiers et militants néo-fascistes. Un de ces derniers, Sébastien Deyzieu, âgé de 22 ans et que l'on dit proche de l'œuvre française, perd la vie à l'issue de cette « course-poursuite » perd la vie en tombant d'un toit. Deux jours plus tard se met en place une mobilisation de toute l'extrême droite en vue de demander « réparation » au ministre de l'Intérieur de l'époque, Charles Pasqua. La cérémonie du « 9 mai » venait de naître.

⁵⁵ Cf. *Présent* 7 mai 1994. Voir également les articles d'Alain Sanders en défense de Geagea in *Présent* samedi 21 mai 1994 p.4 et 16 juin 1994 p.4 (« Procès de Moscou à Beyrouth »)

⁵⁶ L'association de Bernard Antony et de ses compagnons de route. A noter que depuis 1986 existait une branche entièrement dédiée au Liban.

Paris, d'Amine Gemayel (frère de Bachir) ainsi que de Rifaat Al-Assad, longtemps responsable des services secrets syriens en France.

Loin d'être marginale, la diatribe d'Hatem rencontre l'approbation, au moins tacite, de pans entiers d'une extrême droite catholique qui regarde avec sympathie Hafez Al-Assad pour des raisons en tous points similaires à celles qui lui font soutenir Saddam Hussein. Reçu quelques années plus tard au micro de Radio Courtoisie, au côté du général Aoun, Hatem livrera le fond de sa « pensée » : « *Aujourd'hui, la société internationale est manipulée par la juiverie qui contrôle l'opinion publique avec une emprise sur les médias. De même, la classe politique est entre les mains de la franc-maçonnerie contrôlée, quant à elle, par la loge juive des Bnei Brith* »⁵⁷. Hatem et d'une manière générale les réseaux « pro-syriens » à l'extrême droite gagneront en influence après le départ de Bernard Antony du FN en 2003. C'est l'époque où le gouvernement syrien se retrouve dans le viseur de l'administration américaine « néo-conservatrice ». Beaucoup estiment que la chute de Saddam Hussein annonce celle de Bachar Al-Assad. Dans ce contexte pour le moins tendu, le mythe du « complot israélien » ne tarde pas à refaire surface.

Après l'assassinat d'Hariri, la thèse, au demeurant absurde, de son assassinat par les services israéliens est développée par quelques-uns des ennemis les plus acharnés de l'Etat juif, du général syrien Tlass à l'ancien « lobbyiste » de Saddam Hussein, Gilles Munier⁵⁸. Un même esprit conspirationniste est à l'oeuvre chez Jean-Marie Le Pen, à la suite de l'assassinat de Pierre Gemayel, selon qui « *la piste syrienne est une farce [...] Le but de ce meurtre consistait, à l'évidence, à dresser les uns contre les autres, à casser, peut-être, l'alliance qui s'esquissait entre le général chrétien Michel Aoun et le Hezbollah. Qui pouvait y avoir intérêt ? La Syrie ? Evidemment pas. En revanche, à qui peut bien profiter le crime ? Suivez mon regard...* »⁵⁹ Lorsqu'éclate la révolte en Syrie au début de l'année 2011 le grand récit complotiste est déjà en place dans les esprits.

⁵⁷ Propos reproduits dans *La Revue du Liban* : <http://www.rdl.com.lb/1999/3710/aoun.html> Sur la dernière sortie antijuive d'Hatem voir <http://www.memri.fr/2016/02/18/le-conseiller-de-jean-marie-le-pen-elie-hatem-le-sionisme-et-la-franc-maconnerie-controlent-les-medias-et-le-gouvernement-en-france/>

⁵⁸ Toujours accessible sur la toile, un des articles de Gilles Munier consacré à cet assassinat était intitulé « Israël et l'assassinat de Rafic Hariri : la piste interdite ». Titre dont le choix des mots ne peut manquer de rappeler cette couverture de l'hebdomadaire *Minute* au sujet de la profanation du cimetière juif de Carpentras (n°1516, du 1^{er} au 7 mai 1991) : « Carpentras : la piste interdite ».

⁵⁹ « Jean-Marie Le Pen : la piste syrienne est une farce » in *Minute* du 29 novembre 2006 p.6

5. Avec Assad

Face à ce qu'il est convenu d'appeler le « Printemps arabe », le FN a très tôt plaidé pour une politique fondée sur la « prudence » : « *Naturellement, les différents peuples arabes, écœurés par la corruption, l'injustice sociale ou l'alignement de leurs dirigeants sur Washington, sont libres de voter pour qui ils veulent. Mais qu'on arrête de s'extasier sur le retour des barbus, et d'œuvrer militairement, à la suite des Américains, à la déstabilisation générale de tout le bassin méditerranéen !* ».⁶⁰

Lors de l'élection présidentielle de 2012, la présidente du FN, Marine Le Pen, a été amenée à préciser sa position sur le conflit syrien : « *Ce que le gouvernement français fait en Syrie est totalement irresponsable. Sa faute est doublée par l'expérience que nous avons du résultat de l'ingérence en Libye. En Syrie aujourd'hui, comme hier en Libye, la situation ne se résume pas à l'opposition d'un "dictateur face à son peuple". Plus profondément, elle est l'expression d'une guerre civile entre plusieurs composantes du pays. Comme en Libye, nous nous retrouvons du côté de ceux qui aspirent à une société islamique et nous affaiblissons ceux qui cherchaient, certes de manière autoritaire, à faire marcher leur pays vers la laïcité et la modernité. Pour moi, la place de la femme fait partie intégrante de la question démocratique, ce que semblent avoir oublié tous ces messieurs BHL, Juppé, Sarkozy et autres socialistes suiveurs. Je pense que ces processus autoritaires auraient fini par aboutir à une démocratie authentique. Seulement voilà, dans nos sociétés cette adolescence puérile et pressée qu'incarne M. Juppé, et qui sert en réalité de masque aux intérêts stratégiques inavouables, nous amène à briser les cycles historiques naturels et à ramener les pays arabes à l'âge de pierre. Ce fut hier le cas en Irak, c'est aujourd'hui sous Sarkozy le cas en Libye et en Syrie. Dans quelques années on demandera à ceux qui prônent l'ingérence s'ils ont bien fait d'être du côté du Qatar et de l'Arabie Saoudite* ». ⁶¹ En janvier 2013 enfin, Marine Le Pen accorde un entretien à la chaîne « pro-Assad » Sama TV⁶².

Lorsqu'on évoque Marine Le Pen, on ne peut pas ne pas mentionner le rôle de Frédéric Chatillon, omniprésent auprès de la direction du FN, et soutien constant du régime en place à Damas. Après un passage par la très droite UNI à la fin des années 1980, Frédéric Chatillon devint dirigeant du GUD (groupuscule néofasciste étudiant) dans la première partie des années 1990. C'est dans ce contexte que cet admirateur de Léon Degrelle fut amené à faire la connaissance (à l'automne 1994) puis à se lier d'amitié avec le général syrien Mustapha Tlass. Hormis la revue *Reflexes*⁶³, peu nombreux furent ceux qui, à l'époque, s'intéressèrent à cette alliance nouée sur fond d'antisémitisme et d'admiration pour le IIIe Reich entre une des personnalités les plus puissantes de la Syrie d'alors et un activiste fascisant jadis employé de la librairie néo-nazie Ogmios. Le voyage de Dieudonné au Liban un peu plus d'une décennie

⁶⁰ In le printemps arabe, Sarkozy-Juppé et nous in L'Esprit de la France n°3 décembre 2011/janvier 2012 p.15

⁶¹ Marine Le Pen in *Le Nouvel Observateur* 17 avril 2012 : <http://tempsreel.nouvelobs.com/election-presidentielle-2012/20120417.OBS6368/politique-etrangere-ce-qu-en-dit-marine-le-pen.html>

⁶² http://www.lepoint.fr/politique/marine-le-pen-denonce-sur-une-chaine-pro-assad-l-ingerence-etrangere-en-syrie-08-01-2013-1611094_20.php

⁶³ Voir « Quand le GUD prend le parti de l'étranger » (*Reflexes* n°51) mis en ligne : <http://reflexes.samizdat.net/quand-le-gud-prend-le-parti-de-letranger/> Voir également <http://reflexes.samizdat.net/le-chemin-de-damas-de-monsieur-c/> et enfin pour un panorama européen : <http://lahorde.samizdat.net/2014/01/15/syrie-qui-sont-les-soutiens-fascistes-dassad/>

plus tard fut l'occasion de se pencher plus avant sur le parcours du personnage. Les dossiers Wikileaks viendront confirmer cette proximité, Chatillon apparaissant comme un des « promoteurs » pour la France de l'opération de propagande du régime « Syria is fine » (août 2011).⁶⁴

A côté des activistes stricto sensu, d'aucuns tentent de « rationaliser » la mythologie complotiste. *Un plan sioniste contre le monde arabe ?* : sous ce titre, l'essayiste Pierre Hillard publie Le 21 janvier 2013, sur le site « Boulevard Voltaire » un article reprenant, plus d'une décennie après Ahmed Rami et son site « Radio Islam », le fameux texte d'Oded Yinon, et en l'espèce sa reproduction dans la revue *Confluences méditerranée* du printemps 2007 (n°61).⁶⁵ La tonalité générale emprunte davantage à la « causalité diabolique » (cf. Léon Poliakov) qu'à une analyse de fond : « Pour certains « naïfs », il est impossible qu'un « simple » journaliste israélien puisse élaborer un tel plan. Cependant, précisons qu'Oded Yinon a été rattaché au ministère des Affaires étrangères de l'État hébreu. Est-ce une coïncidence si son programme ressemble étrangement aux événements secouant les pays arabes depuis 2011 ? [...] Cette politique de dislocation prône aussi, comme le souhaitaient les Pères du sionisme, un « grand Israël » comme le montre cette carte issue de ce document présentant les frontières de l'État hébreu allant du Nil à l'Euphrate. Une chose est sûre : une telle politique ne peut conduire les dirigeants sionistes et les dirigeants arabes qu'à un chaos complet. N'est-ce pas le prix à payer, pour certains, pour atteindre au-delà de ces événements douloureux un nouveau jardin d'Eden ? » Un discours apocalyptique qui n'est sans résonance avec celui produit par la mouvance « sédévacantiste », ultra-minoritaire sur un plan numérique, mais non sans influence, sur le long terme, à force d'activisme éditorial (voir par exemple les éditions Saint-Rémi qui rééditent les « classiques » de la littérature antimaçonnique et du conspirationnisme judéophobe).

Une présentation en apparence plus « érudite » de cette nouvelle créature fantasmagorique que l'on pourrait désigner comme le « judéo-islamisme » prétend que la doctrine wahhabite, bien loin d'être liée à l'Islam, serait le fruit d'un complot « sabbatéo-frankiste » (en référence à Sabbataï Zvi et Jacob Krank, faux-messies juifs, respectivement convertis à l'islam et au catholicisme). On réactive ainsi le mythe du « complot Dönme » (héritiers de Sabbataï Zvi en Turquie) appliqué jadis par les islamistes turcs au kémalisme, mais censé apporter cette fois la « preuve » de l'origine juive, et plus précisément kabbaliste, du wahhabisme. Inondant la toile, on ne compte plus le nombre de textes qui évoquent une imaginaire origine juive de la famille Saoud (au pouvoir en Arabie Saoudite) ou du « calife » Al-Baghdadi.

« Le wahhabisme se fait en réalité le promoteur d'un nihilisme messianique éradicateur qui corrompt la religion et endoctrine sur des principes d'anarchie et de violence. Un fanatisme en vérité athéiste dont la comparaison avec la rage destructrice des Conventionnels d'octobre 1793 ou des judéobolchéviques de 1918, grands adeptes de l'épuration confessionnelle et ethnique, est loin d'être absurde. [...] Ajoutons que, si Daech est la force mercenaire des Séoud en Syrie, ce sont des professionnels multinationaux de DynCorp qui combattent au Yémen au profit de Riyad...dont des bombardiers seraient d'ailleurs pilotés par des officiers israéliens », écrit dans Rivarol Jean-Michel Vernochet.⁶⁶ « Les bombardements américano-

⁶⁴ Cf. https://wikileaks.org/syria-files/docs/2104913_-syria-is-fine.html#top

⁶⁵ Cf. « Une stratégie persévérante de dislocation du monde arabe » in *Confluences méditerranée* n°61

⁶⁶ Cf. Rivarol 31 mars 2016. Sur la même thématique, on peut citer Youssef Hindi, dont Vernochet a préfacé le premier livre, relayé sur le site d'Alain Soral et interrogé par la télévision syrienne d'Etat.

sionistes sur la Syrie »⁶⁷ : ce titre d'un article publié dans la revue « Synthèse nationale », sous la plume d'Arnaud Raffard de Brienne, résume relativement bien un état d'esprit qui tend à se généraliser, non seulement à l'intérieur de l'extrême droite radicale, mais également chez des jeunes cantonnés à la lecture d'Internet, cet espace infini au sein duquel le vrai comme le faux se retrouvent mis sur un pied d'égalité.⁶⁸

⁶⁷ » In Synthèse nationale n°33, septembre-octobre 2013 p.38

⁶⁸ « Israël soigne des islamistes de l'EI et pique le pétrole en Syrie qui ne peut se défendre » écrivait par exemple un responsable départemental du FNJ (Front national de la jeunesse) dans le sud-ouest de la France au mois d'août 2015.

6. La fonction de la mythologie complotiste

Significativement, alors que l'on connaît aujourd'hui le rôle central de l'ancien parti Baas irakien dans la fondation de l'Etat islamique (Daech)⁶⁹, les théories conspirationnistes relatives à cette entité se propagent avec davantage encore de ferveur chez des internautes fanatisés. C'est de fait une des conséquences de leur existence : empêcher d'interroger les liens structurels qui unissent l'ancien parti Baas en Irak, censé avoir été laïc selon ses thuriféraires⁷⁰, et sa culture de l'extrême violence que l'on retrouve sous un habillage religieux avec Daech. Le même schéma vaut, dans une moindre mesure, pour la Syrie d'Assad et ses alliés. Concernant celle-ci, Jean-Pierre Filiu rappelait les liens organiques entre le groupe terroriste d'Abou Nidal (Sabri Al-Banna), auteur du massacre antisémite de la rue des Rosiers, et les services secrets d'Haféz Al-Assad.⁷¹

Pour les années 1990, on peut mentionner les islamistes algériens transitant par Damas avant de rejoindre les camps d'entraînement du Hezbollah dans la plaine de la Bekaa. Et plus près nous, le rôle trouble joué par les services syriens auprès des djihadistes traversant la Syrie pour rejoindre l'Irak (après la chute de Saddam Hussein). *« Amedy Coulibaly faisait pourtant partie d'un réseau qui, historiquement, dans le cadre de la « filière des Buttes Chaumont », bénéficiait du soutien des services de Bachar el-Assad »*, rappelle d'ailleurs Jean-Pierre Filiu.⁷²

Quid dès lors d'un régime présenté par ses thuriféraires comme foncièrement « laïc » et tenant en respect depuis toujours l'Islam radical sunnite ? Si incontestablement la dynastie Assad est en guerre depuis ses origines contre l'islamisme sunnite, qui promet la mort aux alaouites (dont sont issus les Assad) un statut de dhimmi pour les chrétiens, il n'en reste pas moins que le régime n'a que peu à voir, et ce depuis fort longtemps avec la doctrine baasiste originel. Dans son livre *« Syrie. Pourquoi l'Occident s'est trompé »* (éditions du Rocher), l'historien Frédéric Pichon rappelle les liens entretenus durant la décennie précédant la guerre civile, entre Assad et l'émir du Qatar. Avec les conséquences qui n'ont pas manqué en termes de radicalisation de la société syrienne sunnite. Une radicalisation avec laquelle le régime a également longtemps « joué ».

« Les services d'Assad avaient organisé, en février 2006, l'attaque des ambassades du Danemark et de France à Damas, après la reproduction dans Charlie Hebdo des caricatures du prophète Mahomet. Ils avaient même été accusés d'avoir « pimenté » ces caricatures par une représentation porcine, afin de jeter encore de l'huile sur le feu. Dans un pays où aucune manifestation libre n'est tolérée par le régime, ces manifestations bien peu spontanées

⁶⁹ Voir en particulier le journal allemand Der Spiegel (édition du 18 avril 2015) sur le parcours d'Abd Muhammad al-Khelifawi alias Haji Bakr ancien officier (colonel) de renseignement dans l'armée irakienne sous Saddam Hussein. Voir également le reportage paru dans le journal britannique Guardian, « Isis, the inside story » : <https://www.theguardian.com/world/2014/dec/11/sp-isis-the-inside-story>

⁷⁰ Ce qu'il fut sans conteste avec son fondateur Michel Aflak. Mais reste à se mettre d'accord sur ce que l'on entend par « laïcité ».

⁷¹ Cf. <http://rue89.nouvelobs.com/blog/jean-pierre-filiu/2015/03/07/rue-des-rosiers-cetait-aussi-assad-234313>

⁷² Cf. [Ibidem](#)

avaient été analysées comme une riposte à la politique, très hostile à Assad, du président Chirac. Chérif Kouachi, qui a perpétré avec son frère, Saïd, la tuerie de Charlie Hebdo, était dès 2004 fasciné par Boubaker al-Hakim, son mentor de la filière des Buttes-Chaumont. Boubaker al-Hakim avait maintes fois transité par la Syrie lors de ses trajets entre la France et la «terre de jihad» irakienne. Durant toute cette période, les services d'Assad apportaient une aide décisive aux jihadistes irakiens, ne serait-ce que pour enliser dans le pays voisin une armée irakienne ainsi éloignée de la Syrie », faisait observer Jean-Pierre Filiu. Quelques mois après le commencement de la révolte, alors circonscrite à la région de Deraa, Assad fit libérer les islamistes emprisonnés par ses soins.

Dernier élément enfin qui ressort d'un discours unilatéral en vogue chez certains des soutiens d'Assad, le Hezbollah aurait cessé d'être islamiste pour n'être plus que « nationaliste ». La réactivation par son parrain iranien, en février 2016, de la fatwa contre Salman Rushdie (avec une augmentation de 600 000 euros), les pressions pour faire interdire les chansons de Feyrouz ou encore l'apologie du martyr enseigné à ses jeunes membres dans le magazine Mahdi sont autant d'éléments qu'ils occultent au nom de l'alliance sacrée passée avec les partisans du général Aoun contre l'hydre sunnite ou « israélo-sunnite ».

Un discours biaisé qui transparait à travers plusieurs faits. Le premier d'entre eux réside certainement dans la place accordée par les services de propagande d'Assad à Thierry Meyssan et à son « Réseau Voltaire ». Autrement dit à celui-là même qui fut, avec d'autres, à l'origine des théories sur le « complot du 11 septembre », étendues depuis à tous les crimes commis par les djihadistes dans le monde occidental. Manipulés ou accusés à tort lors d'attentats commis aux Etats-Unis et en Europe, les islamistes apparaissent dans le cas de la Syrie comme autant de mercenaires au service de l'Empire. Avec toujours en arrière fond l'idée d'un « complot du choc des civilisations » organisé pour le plus grand profit d'Israël, des juifs ou des Etats-Unis. Le site infosyrie (fondé par Frédéric Chatillon) pouvait tout à la fois fustiger Juppé comme responsable du départ des chrétiens de Syrie⁷³ et donner la parole à Meyssan comme une source digne de foi⁷⁴. Un paradoxe qui n'est qu'apparent si on veut bien garder en mémoire que les mêmes qui applaudirent aux attentats du 11 septembre 2001 comptèrent parmi les premiers à mettre en doute la « version officielle ».⁷⁵

Comment enfin ne pas évoquer le voyage d'une délégation parlementaire conduite par Thierry Mariani en Syrie et la visite à Baddreddine Hassoun qui s'en suivit, présenté avec la mosquée des Omeyyades abritant le tombeau de Saint-Jean Baptiste, comme une illustration de l'harmonie « islamo-chrétienne », miracle à mettre à l'actif du pouvoir des Assad père et fils. Image d'Epinal qui, outre le fait de redorer l'image d'un régime aux abois, avait pour avantage de faire oublier les attaques de Baddreddine Hassoun contre l'Europe qu'il n'avait pas hésité à menacer d'attentats suicides⁷⁶. Mauvaise foi ou incohérence intellectuelle ? Tête

⁷³ Cf. <http://www.infosyrie.fr/actualite/les-chretiens-syriens-pousses-vers-la-sortie-par-juppe-co/>

⁷⁴ <http://www.infosyrie.fr/re-information/le-rapport-de-thierry-meyssan-sur-la-situation-militaire-a-homs/>

⁷⁵ Révélateur à cet égard est le texte d'Alain Soral paru dans l'ouvrage collectif « Le 11 septembre n'a pas eu lieu » où le « maître du logos » se prend à expliquer pourquoi après avoir célébré Ben Laden il considère aujourd'hui que ce dernier n'aurait été en définitive, et peut-être à son corps défendant, qu'un idiot utile de l'empire « américano-sioniste ». Tout aussi intéressant est le parcours de Jean-Michel Vernochet qui avant de fustiger le wahhabisme comme un « anti-Islam » fut le maître d'œuvre d'un ouvrage avec le terroriste Carlos « L'Islam révolutionnaire » (Le Rocher) faisant l'apologie de ce pur produit du wahhabisme qu'est Oussama Ben Laden.

⁷⁶ Cf. http://www.lepoint.fr/monde/la-menace-syrienne-envers-l-europe-les-etats-unis-et-israel-10-10-2011-1382913_24.php

de liste FN à Paris dans le 4^e arrondissement de Paris pour les élections municipales 2014, Elie Hatem intervenait comme orateur lors de la manifestation organisée par le mouvement Civitas (dirigé par l'activiste belge Alain Escada) en faveur des chrétiens d'Orient. Le même est l'avocat de Yahia Gouasmi, dirigeant du Centre Zahra et du Parti anti-sioniste, qui a déposé plainte contre Charlie-Hebdo pour la caricature du prophète Mahomet publiée à la suite du massacre du 7 janvier 2015.

7. L'Etat juif contre le protecteur des chrétiens : la réactivation du mythe

« Alors que le Hezbollah lutte contre Daech, Israël bombarde la Syrie de Bachar Al-Assad. Qui sont nos vrais alliés ? » écrivait sur Twitter l'ancien responsable des « Jeunes de la droite populaire », Pierre Gentillet. Propos emblématique d'une lecture biaisée du conflit telle qu'on la retrouve chez certains des militants « pro-Assad ». ⁷⁷ A lire ce commentaire, on est en effet tenté de penser que l'Etat juif cherche en premier lieu à affaiblir le Hezbollah pour mieux faire gagner l'islamisme sunnite auquel la rébellion syrienne semble implicitement être réduite. La raison fondamentale de ces frappes, empêcher la livraison d'armes sophistiquées au Hezbollah et partant préserver la vie des citoyens israéliens condamnés à mort par l'organisation chiite, est passée sous silence. Tout comme la volonté de détruire l'Etat juif qui fait office de dogme existentiel pour le Hezbollah. Il n'en demeure pas moins que cette vision manichéenne gagne du terrain à droite et à l'extrême droite. ⁷⁸

« Le lobby sioniste tente de saboter le sommet des chrétiens d'Orient à Washington », titrait le site libanais sympathisant du Hezbollah « alahednews », en référence à un colloque, consacré à la défense des chrétiens d'Orient, qui s'est tenu à Washington du 9 au 11 septembre 2014. « Le but de cette initiative était de sensibiliser l'opinion publique américaine et les politiciens de ce pays sur la tragédie vécue par les chrétiens d'Orient, persécutés par les extrémistes en Irak, en Syrie et au Liban. Mais cette manifestation n'a pas plu au lobby sioniste, qui a tenté de la saboter. Dans une allocution adressée aux participants, le sénateur du Texas, Rafael Edward «Ted» Cruz, de la mouvance des « chrétiens sioniste », a essayé de réorienter le débat dans une direction servant les intérêts d'«Israël». Dans un discours improvisé, le sénateur proche des ultraconservateurs du Tea Party a pris la défense de l'entité sioniste, prétendant que les « chrétiens n'avaient pas de meilleurs alliés que l'Etat juif ». Selon lui, « Daech, Al-Qaïda, le Hezbollah, le Hamas et les deux Etats qui les sponsorisent, l'Iran et la Syrie, sont engagés dans une campagne visant à détruire les minorités au Moyen-Orient ». 'Ceux qui haïssent Israël, haïssent les Etats-Unis, et les persécutions dont sont victimes les chrétiens sont les mêmes que celles qui ont pris pour cible les juifs hier', a-t-il lancé, en allusion à la guerre de Gaza, au cours de laquelle «Israël» a tué 2000 civils, dont une majorité de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Les propos de Ted Cruz ont provoqué un vif émoi dans la salle. Le sénateur a été longuement hué et sifflé et un grand nombre de participants ont réclamé son expulsion. L'ambassadeur du Liban à Washington, Antoine Chédid, s'est retiré de la salle de conférence en signe de protestation. Le patriarche grec-catholique, Mgr Grégoire III Laham, a été pris d'une grande colère, demandant l'arrêt immédiat du discours du sénateur extrémiste. Le prélat a fini par se retirer », relatait l'auteur de cet article, Samer R. Zoughaib. ⁷⁹ Autrement dit, toute analyse tendant à mettre en lumière les similitudes entre le discours prônant la destruction de l'Etat d'Israël et celui visant les chrétiens, est d'entrée

⁷⁷ Comme d'autres, tout aussi partisans, réduisent le conflit à de « gentils rebelles » contre un « méchant dictateur » occultant au passage le rôle mortifère des pétromarchies, Qatar en tête, dans cette guerre

⁷⁸ Voir également cet article paru sur le site [metamag.fr](http://www.metamag.fr) « Israël joue avec le feu islamiste ». Son auteur, Jean Bonnevey, estime que l'intervention d'Israël dans le conflit en Syrie, en l'occurrence contre des livraisons d'armes au Hezbollah, « la transforme [l'intervention israélienne] en déflagration régionale. Israël prend des risques et joue avec le feu. A quoi servirait d'affaiblir les chiites radicaux du Liban si la conséquence est la prise du pouvoir à Damas par des sunnites fanatiques et proches de la mouvance Al-Qaïda. »

⁷⁹ <http://www.french.alahednews.com.lb/essaydetails.php?eid=12799&cid=324#.WE6lUurluLrF>

jeu disqualifié. Aucun débat ne peut avoir lieu sur cette question : telle est implicitement la loi en vigueur tant au Liban qu'en Syrie.

« *Le timide réveil des Eglises d'Orient au danger sioniste. L'écho de Tarek Aziz au Synode sur les églises d'Orient* »⁸⁰ : sous ce titre, cet article de Mohamed Bouhamidi paru dans le journal *La Tribune* en 2010, prenait appui sur la condamnation à mort frappant Tarek Aziz, l'ancien vice-premier ministre chrétien de Saddam Hussein, pour illustrer la haine vouée de manière indistincte, à en croire ce texte, aux musulmans et chrétiens d'Irak par l'impérialisme américain bâti sur une alliance « judéo-protestante » (évangélistes et de néo-conservateurs juifs). Le lecteur peut être ainsi amené à penser que c'est en sa qualité de chrétien que Tarek Aziz s'est vu condamné à mort. D'autres prises de position encouragent encore plus explicitement l'affrontement entre les Arabes chrétiens et l'« ennemi sioniste » à l'image de ce texte intitulé « Jésus au checkpoint contre le sionisme chrétien », publié sur un certain nombre de sites ouvertement antisémites. Relayés dans la mouvance des sympathisants de Dieudonné et Alain Soral, certains nationalistes arabes, de Bassam Tahhan à Elias Moutran, portent un discours désignant sans ambages Israël comme l'ennemi intrinsèque des chrétiens d'Orient.⁸¹

⁸⁰ <http://bouhamidimohamed.over-blog.com/2016/07/le-timide-reveil-des-eglises-d-orient-au-danger-sioniste-l-echo-de-tarek-aziz-au-synode-sur-les-eglises-d-orient.html>

⁸¹ Voir <http://www.egaliteetreconciliation.fr/Chretiens-d-Orient-entre-islamisme-et-sionisme-27717.html> (Elias Moutran) ou l'intervention de Bassam Tahham sur la web-tv antisémite « Meta-TV » en septembre 2015. Sur la mouvance qui gravite depuis des années autour d'Alain Soral, il faut citer Marc George reçu il y a quelques années en Syrie par quelques personnalités gouvernementales et s'adressant devant une foule de partisans d'Assad hurlant « Mort à Israël » au milieu de drapeaux géants du parti Baas. Avocat du chef de file des négationnistes français Robert Faurisson et d'Alain Soral, Damien Viguié prononçait une conférence le 1^{er} octobre 2015 à Damas sur le thème « La France est en guerre ». Son intervention fut relayée sur le site « Egalité et Réconciliation », vitrine de Soral et de ses nombreux sympathisants, sous le titre « Damien Viguié explique aux Syriens l'endoctrinement des Français ». Chef d'œuvre de rhétorique orwellienne, le régime en vigueur à Damas où le pouvoir se transmet de père en fils devant incarner ici un modèle de liberté en comparaison d'une France soumise au diktat « américano-sioniste ».

8. Vers un néo-marcionisme ?

En amont du concile Vatican II, le pape Jean XXIII pose, au début des années 1960, les jalons de ce qui deviendra par la suite le dialogue judéo-chrétien. A sa demande, un premier texte intitulé *De l'attitude des catholiques envers les non-chrétiens et les juifs en particulier* est rédigé et soumis à discussion en mai 1962. Les débats sont d'emblée aussi passionnés que véhéments.

« *Bien des oppositions s'étaient alors manifestées, surtout de la part des évêques du Proche-Orient, à cause du conflit arabo-israélien* » rappelait à ce propos le Père Maurice Borrmans⁸². Le Père Georges Anawati mettra par exemple en cause le risque d'interprétation « politique » que ne manquerait pas de faire d'un tel texte l'Etat d'Israël.⁸³ Patriarche d'Antioche des Syriens-catholiques, le cardinal Ignace Tappouni fit part également de son opposition à la déclaration exonérant le peuple juif d'aujourd'hui de la mort du Christ, considérant un tel texte comme inopportun eu égard au contexte politique.⁸⁴ Il faut dire que celui-ci ne se prêtait guère à la discussion, la Ligue arabe faisant officiellement savoir sa désapprobation quant aux nouvelles orientations prises par le Vatican. Au mois de février 1964, la revue *Minbar Al-Islam*, émanation du département des affaires religieuses au ministère des affaires étrangères égyptien, mit en cause « *la tentative des Juifs pour s'innocenter [d'avoir versé] le sang du Messie* ». ⁸⁵ Les Eglises orthodoxes, indépendantes du Vatican, se retrouvèrent de facto en adéquation avec le monde musulman sur cette question, faisant resurgir de la sorte le clivage millénaire entre christianisme d'Occident et christianisme d'Orient. Le 13 février 1965, les patriarches copte-orthodoxe d'Egypte et syriaque-orthodoxe d'Antioche publièrent un communiqué dans lequel ils prenaient explicitement position contre l'abandon par le dogme catholique de l'accusation de déicide portée contre les Juifs.⁸⁶

Au-delà des facteurs théologiques, entra et entre toujours en ligne de compte l'existence d'une communauté chrétienne, encore importante il y a peu, au sein de la population palestinienne. La solidarité des chrétiens d'Occident avec cette dernière pouvait-elle, à un moment ou à un autre, contrarier les nouvelles relations entre juifs et chrétiens ? « *Le peuple palestinien est l'élément oublié dans le dialogue judéo-chrétien qui se penche, entre autres questions, sur la signification théologique de l'Etat d'Israël. Il est oublié, ou plutôt ignoré parce que dérangeant* », ⁸⁷ déclarait le Père Rafiq Houry, résumant de la sorte un sentiment nettement répandu chez les chrétiens originaires de Palestine.

Ce paramètre n'a pas été sans conséquence sur le plan théologique. Arabe palestinien, le Père Jamal Khader ne cachait pas l'incompréhension que suscitait chez lui l'attitude du pape Jean-Paul II vis-à-vis du peuple juif : « *Et son expression « nos frères aînés », qu'est-ce que cela veut dire ? De même, sa formule selon laquelle « les promesses données par Dieu sont irrévocables » ; que faut-il comprendre ? Est-ce que cela signifie le retour des israélites sur*

⁸² Cf. « Dialogue islamo-chrétien à temps et contretemps », éditions Saint-Paul, p.148

⁸³ Cf. Jean-Jacques Pérennès, « Georges Anawati », pp.215-217 et « Les Frères prêcheurs en Orient », Cerf, pp.784-785

⁸⁴ Propos du Père Cottier rapportés par M. Borrmans ibidem p.154

⁸⁵ Cité in Annie Laurent, « Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ? », Salvator, p.121

⁸⁶ Cf. Annie Laurent, « Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ? », Salvator, p.123

⁸⁷ Cité in Yves Teyssier d'Orfeuill, « Michel Sabbah, Paix sur Jérusalem », Desclée de Bower, 2002, p.193

*cette terre ? Il existe une ambiguïté sur le mot Israël. De quoi parle-t-on ? De l'Israël biblique ou de l'Etat moderne ? ».*⁸⁸

Cette volonté d'établir une coupure radicale entre l'Israël biblique et le peuple juif d'aujourd'hui est reprise de manière détournée par Mgr Sabbah qui affirme par exemple qu'« *il n'y a pas de théologie d'Israël sans théologie de la Palestine* », établissant dans le même temps une analogie entre le génocide juif et les persécutions vécues par les Palestiniens⁸⁹. En faisant de ces derniers les « nouveaux juifs », c'est la place symbolique du « peuple choisi par Dieu » qu'il s'agit d'acquérir, renouant de la sorte avec la problématique du *Verus Israël*. « *Dieu a donné la terre au peuple juif en un temps déterminé pour remplir une mission, pour la venue du Messie. Et puis il a dispersé ce peuple dans le monde...* »,⁹⁰ déclare Mgr Sabbah dans un long développement théologique dénoncé par le Père Dujardin comme un retour à la théologie de la substitution.⁹¹ Les fêtes de Noël donnent en outre, chaque année, aux médias palestiniens l'occasion de réaffirmer le caractère « palestinien » du Christ, passant ainsi sous silence l'identité juive du personnage historique que fut Yehoshoua. « *Le plus grand Palestinien dans l'Histoire depuis Jésus est Yasser Arafat* » ne craint pas d'affirmer le cadre du Fatah Jibril Rajoub⁹² tandis que le journal officiel de l'Autorité palestinienne, *Al-Hayat Al-Jadida*, qualifie le peuple palestinien de « *nation de la Sainte Trinité* ». ⁹³ Au-delà du fait que cette lecture fait volontairement fi des multiples conquêtes qui ont marqué la région, au premier rang desquelles celle des Arabes musulmans au 7^e siècle, la Palestinisation du Christ revient symboliquement à relire l'ensemble du conflit entre Israéliens et Arabes palestiniens sous le prisme d'une forme en quelque sorte « actualisée » du déicide.

A la suite de la guerre de 1967, la « vieille ville » de Jérusalem passe sous administration israélienne. Le pape copte-orthodoxe Cyrille VI prit alors la décision d'interdire à ses fidèles de s'y rendre en pèlerinage, interdiction que son successeur Shenouda III maintiendra en dépit des accords de paix israélo-égyptien signés en 1979.⁹⁴ Le refus rabique de l'existence de l'Etat juif qui s'exprime ici est inséparable d'un rejet tout aussi virulent du signe juif lui-même toujours associé à la mise à mort du « fils de Dieu ». « *Les Juifs sont un peuple maudit qui a du sang des Palestiniens sur les mains* », affirmera Shenouda III au début de la seconde Intifada⁹⁵. Interrogé quelques années plus tard sur le fait de savoir si les Juifs étaient ou non toujours considérés comme les "assassins du Christ", celui-ci répondit par l'affirmative en prenant appui sur l'Evangile avant de demander ironiquement si le Vatican était « *contre les enseignements du Nouveau Testament?* »⁹⁶ Un état d'esprit que le métropolite grec-orthodoxe du Mont-Liban, Mgr Georges Khodr devait, à l'occasion d'un colloque organisé à Paris les 16 et 17 novembre 2007 sur le thème « *Quel avenir pour les chrétiens d'Orient ?* », résumer par ces mots: « *Aucun chrétien d'Orient n'accorde d'importance aux textes de Vatican II sur les Juifs.[...] Pour tous les Pères de l'Eglise, le Nouvel Israël c'est l'Eglise* ». ⁹⁷

⁸⁸ Cf. Catherine Dupeyron, « Chrétiens en Terre sainte », p.99

⁸⁹ Ibidem p.187

⁹⁰ Cf. in Yves Teyssier d'Orfeuill, « Michel Sabbah, Paix sur Jérusalem », Desclée de Bower, 2002, p.200

⁹¹ Ibidem p.356

⁹² Jibril Rajoub est un des dirigeants du Fatah. Ses propos ont été prononcés le 29 novembre 2012.

⁹³ In « Al Hayat Al-Jadida » du 30 novembre 2012.

⁹⁴ Cf. Annie Laurent, « Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître », Salvator, p.124

⁹⁵ Le 18 novembre 2000 dans le journal égyptien Al Ahrar

⁹⁶ Dream 2, le 8 avril 2007, rapporté par George Conger, le 21/5/2007 sur le site "religious intelligence".

⁹⁷ Cité in Annie Laurent « Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ? », Salvator, p.126

Après le vote par l'assemblée conciliaire de la déclaration *Nostra Aetate* en 1965, le patriarche grec-catholique Maximos IV fut, sous la pression, contraint d'expliquer la nouvelle position du Vatican dans les colonnes de la presse libanaise: « *Des Juifs ont tué le Christ, mais tous ne l'ont pas tué. Les personnes qui l'ont tué en sont personnellement responsables, et non pas tous les Juifs du monde [...]. D'ailleurs, nos frères musulmans ne croient pas en la crucifixion du Christ. Alors, pourquoi tout ce bruit ?* ». ⁹⁸

Les avancées du Vatican sur la question des rapports avec le judaïsme vont être à l'origine d'une crise profonde avec les Eglises orientales. Une dimension que ne manquera pas d'instrumentaliser le monde musulman. Dans un message adressé aux chefs d'Etats du monde au mois de janvier 1984, le colonel Kadhafi expliquait que les musulmans se devaient de croire « *au miracle de la naissance de Jésus, sa prophétie, son début et sa fin, la guerre que lui ont fait les Israéliens et le soutien que lui ont apporté les apôtres...* ». ⁹⁹ Explicite, un tel message postule que l'Etat juif constitue en lui-même la perpétuation de la crucifixion du Christ, condamnant de la sorte tout le dialogue judéo-chrétien en vigueur aujourd'hui dans le monde occidental. Conviées au Synode spécial des Evêques sur le Liban qui s'ouvre en 1991, les autorités religieuses musulmanes acceptèrent ainsi d'y participer « *à la condition expresse qu'on n'y traiterait pas des relations avec les Juifs, fût-ce sous l'angle seulement religieux* ». ¹⁰⁰ En porte-à-faux complète avec l'esprit de Vatican II, Rome se soumit pourtant à ces conditions, au risque de susciter un décalage entre le dogme chrétien en Occident et celui en vigueur dans le monde arabe.

« *Les Juifs ont trahi et martyrisé Jésus* », déclarera le président syrien Bachar Al-Assad à l'attention du pape Jean-Paul II en visite en Syrie au mois de mai 2001, avant d'établir, une fois encore, une analogie avec la situation des Palestiniens en butte à l'occupation israélienne. Si la démonologie anti-juive dans le monde arabe touche en premier lieu les musulmans, celle-ci n'est pourtant pas à terme sans conséquence sur le christianisme en terre d'Islam lui-même. « *Il est arrivé que l'on bannisse de la liturgie toute référence à l'Ancien Testament, au motif qu'il serait le « livre des Juifs »* », notait Annie Laurent ¹⁰¹ qui rappelait par ailleurs la tentation plus ou moins forte au sein des Eglises du Moyen-Orient de se tourner vers une forme de néo-marcionisme, du nom de cet évêque, Marcion, qui au 1^{er} siècle voulut séparer entièrement le christianisme de sa matrice judaïque et fut à ce titre condamné comme hérétique.

Récurrentes, les hostilités entre l'Etat juif et ses voisins arabo-musulmans invitent en premier lieu à se pencher sur les conditions de l'échange entre juifs et musulmans. Il serait erroné néanmoins d'en dissocier le dialogue judéo-chrétien impliqué plus qu'il n'y paraît dans un conflit qui puise ses références symboliques autant dans l'histoire de l'Islam que dans celle du monde chrétien.

⁹⁸ Cité in « L'émergence inattendue de *Nostra Aetate* in Dialogue islamo-chrétien à temps et contretemps, Père Borrmans, p.157

⁹⁹ Discours reproduit dans le journal catholique « L'Homme Nouveau » du 15 avril 1984.

¹⁰⁰ Cf. Annie Laurent, « Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ? », Salvator, p.128

¹⁰¹ Cf. Annie Laurent, « Les chrétiens d'Orient vont-ils disparaître ? », Salvator, p.137

9. Conclusion

« *Al-Qaïda n'a pas besoin d'aviation, ils ont Israël* » : cette boutade de Bachar Al-Assad recevant des visiteurs étrangers, résume finalement assez bien la fonction jouée ici par la rhétorique antisémite : « *qui n'est pas avec moi est avec l'ennemi de la nation arabe, cet intrus dans la région et usurpateur qu'est l'Etat d'Israël* ». Israël ou l'alibi absolu, le « joker » diraient certains d'une façon plus triviale, d'un pouvoir qui sans l'appui de forces étrangères à son pays, le Hezbollah et plus encore aujourd'hui la Russie, se serait effondré depuis longtemps.

Mais pouvait-on, au fond, attendre autre chose d'un régime qui jusqu'au bout accorda sa protection bienveillante au nazi Aloïs Brunner, responsable de la déportation des juifs du camp de Drancy, de Nice et de Salonique, d'un régime enfin qui pour pallier à son manque de légitimité auprès de sa majorité sunnite n'a eu de cesse de jouer la surenchère dans la diabolisation de l'Etat juif ? A l'instar de son rival baasiste irakien, le pouvoir des Assad s'est depuis les années 1970 réclamé du « Front du refus ». Et comme son voisin, l'antisionisme de façade est toujours allé de pair avec un antisémitisme sans fard dont témoignent l'« affaire l'Oréal » comme les liens noués avec les pires antisémites que compte l'Europe (et même les Etats-Unis si l'on songe à David Duke).

Quel crédit moral accorder dès lors à ce statut de « protecteur des minorités » dont se prévaut Assad ? Force est en effet de constater que le sort tragique des juifs syriens, martyrisés dans leur propre pays jusqu'au début des années 1980, semble avoir été effacé des mémoires. Pas une voix, parmi les sympathisants d'Assad excipant de leur qualité de défenseurs des chrétiens d'orient, pour rappeler ce précédent funeste. Un « oubli » qui éclaire en filigrane bien des enjeux sous-jacents au soutien à Assad : comment une extrême droite n'ayant jamais pu se résoudre aux nouvelles relations judéo-chrétiennes nées de Vatican II, a progressivement investi le champ syro-libanais où elle peut exprimer sa haine du fait juif sous couvert de critique d'Israël dont le nouveau « péché » est de s'opposer au Hezbollah désormais élevé au rang de « sauveur des chrétiens ».